

JCDecaux

Rapport d'activité 2017

8 mars 2018

Table des matières

Rapport d'activité annuel 2017	3
Communiqué financier des résultats annuels 2017	3
Faits marquants de l'année 2017.....	11
Perspectives.....	14
Transactions avec les parties liées	15
Facteurs de risques	16
Comptes consolidés annuels 2017	18
Etats financiers consolidés annuels.....	18
Annexes aux comptes consolidés annuels	23
Rapport des Commissaires aux Comptes	85

RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL 2017

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS ANNUELS 2017

- Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +2,3 % à 3 471,9 millions d'euros, croissance organique du chiffre d'affaires ajusté de +3,2 %
- Marge opérationnelle ajustée de 653,5 millions d'euros, en hausse de +1,1 %
- Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 358,1 millions d'euros, en hausse de +1,9 %
- Résultat net part du Groupe, avant charges de dépréciation, de 204,3 millions d'euros, en baisse de -8,6 %
- Résultat net part du Groupe de 193,7 millions d'euros, en baisse de -13,8 %
- Cash-flow disponible ajusté de 142,9 millions d'euros, en baisse de -45,8 %
- Dividende par action proposé au titre de l'exercice 2017, à 0,56 euro, en ligne avec l'exercice 2016
- Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté attendu en hausse autour de +2 % au premier trimestre 2018

Paris, le 8 mars 2018 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les comptes sont audités et certifiés.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 6 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

A l'occasion de la publication des résultats 2017, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« 2017 a été pour JCDecaux une nouvelle année record en termes de chiffre d'affaires à 3 471,9 millions d'euros avec une croissance du chiffre d'affaires publicitaire plus soutenue au second semestre et la Chine qui devient le premier marché du Groupe. Comme attendu, notre marge opérationnelle en Mobilier Urbain a légèrement progressé de 10pb en raison, principalement, du lancement réussi de nos actifs digitaux dans les villes-monde telles que Londres, New York, Berlin..., et du redressement en cours de CEMUSA. Cependant, notre marge opérationnelle aux bornes du Groupe a diminué de 30pb, pénalisée par une baisse de marge en Transport en raison du démarrage de nouveaux contrats et de conditions de marchés difficiles principalement en Chine au premier semestre, ainsi qu'en Affichage Grand Format en ligne avec la baisse du chiffre d'affaires. Notre génération de cash-flow disponible est restée solide, permettant une diminution de notre dette nette après distribution de dividendes et opérations de croissance externe.

L'année 2017 a également été marquée par plusieurs gains de contrats stratégiques tels que le contrat de l'aéroport de Canton Baiyun (Terminal 2) en Chine, 2 contrats au Brésil avec l'aéroport de São Paulo-Guarulhos et le métro de São Paulo, 2 concessions en Australie avec le contrat Yarra trams à Melbourne (tramways et abris de tramways) et le contrat des cabines téléphoniques digitales Telstra, ainsi que les contrats de Transport et de Mobilier Urbain de Rotterdam. En France, nous avons remporté plusieurs nouveaux contrats, dont Nantes, et renouvelé Lyon, Nice et Antibes. Nous avons également renouvelé l'aéroport de Bruxelles. Enfin, en Amérique Latine, nous avons fusionné avec succès, en octobre, nos activités avec América Móvil au Mexique, deuxième marché publicitaire du continent aux importantes perspectives de croissance.

Compte tenu de notre forte flexibilité financière, nous recommandons de maintenir le paiement d'un dividende de 0,56 euro par action, en ligne avec l'exercice 2016, à l'occasion de l'Assemblée Générale qui se tiendra le 17 mai 2018.

En ce qui concerne le premier trimestre 2018, nous anticipons une croissance de notre chiffre d'affaires organique ajusté autour de +2 %, significativement affectée par la décision du Conseil d'Etat qui a confirmé

l'annulation du contrat provisoire des MUI de Paris ainsi que par l'ouverture de l'aéroport de Canton Baiyun (Terminal 2), désormais attendue au deuxième trimestre 2018.

Dans un paysage des média de plus en plus fragmenté, la communication extérieure renforce son attractivité. Avec notre forte exposition aux pays à plus forte croissance, le déploiement de notre portefeuille digital allié à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, notre faculté à remporter de nouveaux contrats et la qualité de nos équipes dans le monde, nous sommes convaincus que nous sommes bien positionnés pour continuer à surperformer le marché publicitaire mondial et renforcer notre position de numéro un du marché de la communication extérieure grâce à des gains de parts de marchés profitables. La solidité de notre bilan est un avantage clé qui nous permettra de continuer à saisir les opportunités de croissance qui se présenteront. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Comme annoncé le 30 janvier 2018, le chiffre d'affaires ajusté du Groupe pour l'année 2017 est en hausse de +2,3 % à 3 471,9 millions d'euros. La croissance organique du chiffre d'affaires ajusté est de +3,2 %. Cette forte croissance reflète une contribution croissante de nos actifs digitaux en Mobilier Urbain et une reprise de nos activités en Chine, combinée à une amélioration en France, et à une solide croissance du chiffre d'affaires aux États-Unis et dans le Reste de l'Europe. Le Royaume-Uni ralentit tandis que le Reste du Monde commence à bénéficier de la consolidation du marché, notamment en Amérique Latine. Le Mobilier Urbain, avec une croissance organique de +4,4 %, continue de bénéficier de la digitalisation en cours de notre portefeuille premium qui représente désormais 14,0 % du chiffre d'affaires Mobilier Urbain. Le Transport progresse de +4,5 % en organique, grâce à la reprise de nos activités en Chine et à une contribution croissante du digital, représentant 22,2 % du chiffre d'affaires Transport. L'Affichage reste difficile dans la plupart des pays européens avec une baisse du chiffre d'affaires de -4,2 % en organique en raison, à la fois, d'un manque de consolidation et d'une moindre contribution du digital qui ne représente que 8,9 % du chiffre d'affaires Affichage.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE (1)

En 2017, la marge opérationnelle ajustée du Groupe augmente de +1,1 % à 653,5 millions d'euros contre 646,5 millions d'euros en 2016. La marge opérationnelle ajustée représente 18,8 % du chiffre d'affaires, soit 30 points de base de moins que l'année dernière.

	2017		2016		Variation 17/16	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	420,2	26,7 %	405,4	26,6 %	+3,7 %	+10pb
Transport	177,7	12,7 %	182,0	13,2 %	-2,4 %	-50pb
Affichage	55,6	11,2 %	59,1	11,9 %	-5,9 %	-70pb
Total	653,5	18,8 %	646,5	19,1 %	+1,1 %	-30pb

Mobilier Urbain : En 2017, la marge opérationnelle ajustée augmente de +3,7 % à 420,2 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée augmente de 10 points de base à 26,7 % par rapport à 2016, grâce à la croissance du digital au Royaume-Uni, dans le Reste de l'Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu'au redressement en cours de CEMUSA, partiellement compensée par une baisse de chiffre d'affaires en France.

Transport : En 2017, la marge opérationnelle ajustée baisse de -2,4 % à 177,7 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de 50 points de base à 12,7 % par rapport à 2016, principalement en raison de nouveaux contrats en Amérique Latine, combinés à des conditions de marché difficiles au Moyen-Orient et en Chine au premier semestre.

Affichage : En 2017, la marge opérationnelle ajustée baisse de -5,9 % à 55,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de 70 points de base à 11,2 % par rapport à 2016, en ligne avec la baisse du chiffre d'affaires de l'activité.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ (2)

En 2017, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation augmente de +1,9 %, et s'établit à 358,1 millions d'euros, contre 351,4 millions d'euros en 2016. Il représente 10,3 % du chiffre d'affaires, soit -10 points de base par rapport à 2016 (10,4 %). La consommation de pièces détachées de maintenance est quasiment en ligne en 2017 avec 2016. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, qui sont en hausse comparées à l'année dernière en raison d'une reprise de provisions pour perte à terminaison sur contrats moins importante en 2017, relative au traitement comptable des acquisitions liée à CEMUSA et à OUTFRONT Media Latam, sont compensées par un impact positif de la variation des autres produits et charges opérationnels principalement liés à certaines cessions d'actifs et éléments non récurrents.

Aucune charge de dépréciation sur le goodwill et les titres mis en équivalence n'a été enregistrée en 2017, comme en 2016. La charge de dépréciation de 12,3 millions d'euros constatée, à la suite de la réalisation de tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles, correspond à une dépréciation nette des actifs corporels pour 9,4 millions d'euros et à des dotations nettes de provisions pour pertes à terminaison pour 2,9 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en baisse de -2,1 % à 345,8 millions d'euros comparé à 353,1 millions d'euros en 2016.

RÉSULTAT FINANCIER (3)

En 2017, le résultat financier est de -33,1 millions d'euros contre -28,9 millions d'euros, en hausse par rapport à 2016, principalement en raison des charges d'intérêts nettes de la nouvelle émission obligataire de 750 millions

d'euros, émise en juin 2016, qui a servi à rembourser, le 8 février 2018, l'emprunt obligataire de 2013 de 500 millions d'euros.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En 2017, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 100,3 millions d'euros, en hausse comparé à 2016 (95,2 millions d'euros).

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

En 2017, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation baisse de -8,6 % et s'établit à 204,3 millions d'euros, contre 223,5 millions d'euros en 2016, impacté par un ajustement défavorable lié aux impôts différés résultant de la baisse du taux d'impôt fédéral aux États-Unis, ceci malgré l'impact positif de la constatation d'un produit au titre du droit à la restitution de la contribution de 3% sur les dividendes versés entre 2013 et 2017 en France.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe baisse de -13,8 % à 193,7 millions d'euros comparé à 224,7 millions d'euros en 2016.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

En 2017, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 289,7 millions d'euros, comparés à 242,3 millions d'euros en 2016, avec des investissements de croissance plus importants liés à de nouveaux contrats en Chine et au Brésil.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

En 2017, le cash-flow disponible ajusté est de 142,9 millions d'euros comparé à 263,7 millions d'euros en 2016. Cette diminution est principalement liée à l'augmentation des investissements et à une variation défavorable de nos besoins en fonds de roulement par rapport à 2016, principalement en raison de la forte croissance du chiffre d'affaires au quatrième trimestre 2017 et de loyers payés d'avance sur certains nouveaux contrats.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 31 décembre 2017 est de 384,4 millions d'euros, en baisse comparée à 418,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

En juillet 2017, l'échéance de notre facilité de crédit renouvelable confirmée inutilisée de 825 millions d'euros a été prolongée pour une année supplémentaire jusqu'en juillet 2022.

DIVIDENDE

Lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra le 17 mai 2018, le Conseil de Surveillance recommandera de maintenir le paiement d'un dividende de 0,56 euro par action au titre de l'exercice 2017, en ligne avec l'année précédente.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continuent d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées » qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

En 2017, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -432,1 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-418,3 millions d'euros en 2016) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 3 039,8 millions d'euros (2 974,5 millions d'euros en 2016).
- -128,7 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-118,4 millions d'euros en 2016) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 524,8 millions d'euros (528,1 millions d'euros en 2016).
- -110,2 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-100,8 millions d'euros en 2016) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 247,9 millions d'euros (250,6 millions d'euros en 2016).
- -110,2 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-100,8 millions d'euros en 2016) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 235,6 millions d'euros (252,3 millions d'euros en 2016).
- -14,9 millions d'euros sur les investissements ajustés (-14,7 millions d'euros en 2016) ; les investissements IFRS sont donc de 274,8 millions d'euros (227,6 millions d'euros en 2016).
- +16,5 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (-34,2 million d'euros en 2016) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 159,4 millions d'euros (229,5 millions d'euros en 2016).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (- 2,1 millions d'euros en 2017 et +10,1 millions d'euros en 2016).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette financière nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	T3	T4	Année
CA ajusté 2016	(a)	748,5	868,8	792,7	982,8	3 392,8
CA IFRS 2017	(b)	670,2	770,6	712,1	886,9	3 039,8
Impacts IFRS 11	(c)	87,4	113,2	99,9	131,6	432,1
CA ajusté 2017	(d) = (b) + (c)	757,6	883,8	812,0	1 018,5	3 471,9
Impacts de change	(e)	(4,1)	1,0	21,5	30,6	49,0
CA ajusté 2017 aux taux de change 2016	(f) = (d) + (e)	753,5	884,8	833,5	1 049,1	3 520,9
Variation de périmètre	(g)	(12,4)	(2,9)	(1,9)	(2,5)	(19,7)
CA organique ajusté 2017	(h) = (f) + (g)	741,1	881,9	831,6	1 046,6	3 501,2
Croissance organique	(i) = (h) / (a)	-1,0%	+1,5%	+4,9%	+6,5%	+3,2%

m€	Impact des taux de change en 2017
GBP	25,3
USD	6,0
RMB	16,2
HKD	5,0
Autres	(3,5)
Total	49,0

Taux de change moyen	2017	2016
GBP	1,1407	1,2203
USD	0,8852	0,9034
RMB	0,1311	0,1360
HKD	0,1136	0,1164

Prochaines informations :Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2018 : 14 mai 2018 (après marché)

Assemblée Générale des Actionnaires : 17 mai 2018

Chiffres clés de JCDecaux

- Chiffre d'affaires 2017 : 3 472m€
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Euronext Family Business
- JCDecaux fait partie des indices FTSE4Good et Dow Jones Sustainability Europe
- N°1 mondial du mobilier urbain (543 050 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec plus de 215 aéroports et 250 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (356 320 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (141 630 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (672 220 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (216 290 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (77 190 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (26 770 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (18 650 faces publicitaires)
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- 1 074 113 faces publicitaires dans plus de 75 pays
- Une présence dans 4 033 villes de plus de 10 000 habitants
- 13 040 collaborateurs

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	2017			2016		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Chiffre d'affaires	3 471,9	(432,1)	3 039,8	3 392,8	(418,3)	2 974,5
Charges d'exploitation	(2 818,4)	303,4	(2 515,0)	(2 746,3)	299,9	(2 446,4)
Marge opérationnelle	653,5	(128,7)	524,8	646,5	(118,4)	528,1
Pièces détachées de maintenance	(46,6)	1,3	(45,3)	(46,1)	1,0	(45,1)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(239,7)	17,0	(222,7)	(215,8)	16,6	(199,2)
Autres produits et charges opérationnels	(9,1)	0,2	(8,9)	(33,2)	0,0	(33,2)
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	358,1	(110,2)	247,9	351,4	(100,8)	250,6
Charges nettes de dépréciation ⁽¹⁾	(12,3)	-	(12,3)	1,7	-	1,7
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	345,8	(110,2)	235,6	353,1	(100,8)	252,3

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	2017			2016		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	436,9	(25,4)	411,5	458,1	(19,0)	439,1
Variation du besoin en fonds de roulement	(4,3)	27,0	22,7	47,9	(29,9)	18,0
Flux nets des activités opérationnelles	432,6	1,6	434,2	506,0	(48,9)	457,1
Investissements	(289,7)	14,9	(274,8)	(242,3)	14,7	(227,6)
Cash-flow disponible	142,9	16,5	159,4	263,7	(34,2)	229,5

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

Principaux contrats remportés

• Reste de l'Europe

En mars, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande, Wall GmbH, basée à Berlin, a renouvelé son contrat de mobilier urbain avec la ville de Mannheim pour 16 ans, à la suite d'un appel d'offres. Le nouveau contrat démarrera le 1^{er} janvier 2019 et s'étendra jusqu'au 30 juin 2035.

En mars, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande, Wall GmbH, a signé un accord avec BVG (Berliner Verkehrsbetriebe AöR) pour étendre son contrat actuel portant sur les abribus publicitaires de Berlin-Ouest (1 271 abribus) du 21 mai 2017 au 31 décembre 2018. Les autres contrats de concession publicitaires de BVG restent inchangés.

En mai, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Pays-Bas, sa filiale néerlandaise, a remporté le contrat exclusif de 5 ans portant sur l'ensemble des actifs de communication extérieure détenus par RET, l'opérateur de transport public de la ville de Rotterdam, l'un des plus importants du pays.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale belge a remporté, à l'issue d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de la ville de Liège (196 000 habitants), pour une durée de 15 ans.

En juin, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat publicitaire exclusif des 1 500 abris de bus et de tramways d'Helsinki (636 000 habitants), pour une durée de 20 ans.

En juillet, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Belgique a renouvelé, à la suite d'un appel d'offres, la concession publicitaire exclusive de l'aéroport de Bruxelles, pour une durée de 7 ans.

En septembre, JCDecaux a annoncé que la ville de Stockholm (950 000 habitants) a confié à JCDecaux Suède, à la suite d'un appel d'offres, le contrat des vélos en libre-service financés par le mobilier urbain publicitaire, effectif le 1^{er} avril 2018.

• Asie-Pacifique

En janvier, JCDecaux a annoncé que sa filiale japonaise MCDcaux (détenue à 85 % par JCDecaux et à 15 % par Mitsubishi Corporation) a remporté, à l'issue d'un appel d'offres, la régie exclusive des faces publicitaires des abribus détenus par le Bureau des Transports du Gouvernement de la Métropole de Tokyo, ainsi que leur entretien.

En juin, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Cityscape, sa filiale détenue à 100 % et numéro un du mobilier urbain publicitaire à Hong Kong, s'est vu attribuer par Hong Kong Tramways Limited un contrat de 5 ans portant sur la publicité à l'extérieur et à l'intérieur des tramways. Effectif depuis le 1^{er} mai 2017, ce contrat permet à JCDecaux Cityscape d'être l'opérateur publicitaire exclusif de l'ensemble des 160 tramways de Hong Kong (7,3 millions d'habitants).

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale détenue à 100 %, JCDecaux Advertising (Shanghai) Co., Ltd., a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat d'installation et d'exploitation de la concession publicitaire du terminal 2 de l'aéroport international de Canton-Baiyun (GBIA) et de son « Ground Transportation Centre » (GTC). Ce contrat d'une durée de 5 à 8 ans à compter du 1^{er} février 2018 porte sur les espaces publicitaires du terminal 2 de GBIA et du GTC. Stratégique, il permettra également à JCDecaux de développer dans les aéroports de Chine sa plateforme média (actuellement Shanghai, Pékin, Chengdu, Chongqing, Shenyang, Hong Kong et Macao) et de consolider sa position de numéro un sur le marché chinois de la communication extérieure.

En novembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Australie a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat exclusif de 7 ans portant sur l'ensemble des actifs gérés par Yarra Trams à Melbourne (abris de tramways, tramways et dispositifs grand format), soit l'une des plus importantes concessions de communication extérieure du pays.

En novembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale australienne, JCDecaux Australie, a renouvelé, à la suite d'un appel d'offres, son accord de partenariat sur la communication extérieure avec Telstra, leader du marché des télécoms en Australie, pour une durée de 15 ans.

En décembre, JCDecaux a annoncé qu'à la suite d'un appel d'offres, sa filiale japonaise MCDcaux (JCDecaux : 85% ; Mitsubishi Corporation : 15 %) a été choisie comme opérateur exclusif d'un réseau de 250 MUPI (Mobilier urbain d'information) incluant de la publicité digitale au cœur de Yokohama (plus de 3,7 millions d'habitants), la deuxième plus grande ville du Japon pour une durée de 20 ans.

• France

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'appels d'offres, trois contrats de mobilier urbain au Pays Basque. Le Groupe a renouvelé et étendu son contrat avec les villes de Bayonne (47 500 habitants) pour 18 ans et Anglet (40 500 habitants) pour 15 ans, et remporté le nouveau marché des abris voyageurs des 7 villes du STACBA (Syndicat de Transports de l'Agglomération Côte Basque Adour) pour une durée de 17 ans.

En avril, JCDecaux a annoncé avoir remporté les contrats de mobilier urbain de Nantes, 6^{ème} ville française, et de 6 communes de la Métropole pour une durée de 20 ans, à la suite d'un dialogue compétitif initié en 2015 par Nantes Métropole (population : 620 000 habitants).

En septembre, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain intelligent et de vélos en libre-service de la Métropole de Lyon (1,3 million d'habitants), pour une durée de 15 ans.

En septembre, JCDecaux a annoncé avoir remporté, dans le cadre d'appels d'offres, 21 contrats de mobilier urbain publicitaire en France depuis janvier 2017 : 9 en Ile-de-France (5 gains et 4 renouvellements ou extensions) et 12 en régions (8 gains et 4 renouvellements ou extensions).

En octobre, JCDecaux a également annoncé que JCDecaux Airport, sa filiale dédiée à la publicité dans les aéroports, à renouveler, à la suite d'un appel d'offres, la concession publicitaire de l'aéroport de Toulouse-Blagnac pour 10 ans, ainsi que la concession publicitaire de l'aéroport de Toulon Hyères pour 10 ans.

En décembre, JCDecaux a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de location et de stationnement vélos de Nantes Métropole, pour une durée de 7 ans (avec une possibilité de reconduction pour 3 ans supplémentaires).

En décembre, JCDecaux a également renouvelé et étendu, à la suite d'un appel d'offres, son contrat de mobilier urbain publicitaire pour les abribus / tramways de la Métropole Nice Côte d'Azur (Nice, 4^{ème} au classement mondial des smart city et 5^{ème} ville française ; plus de 536 300 habitants à l'échelle de la Métropole), pour une durée de 18 ans.

En décembre, JCDecaux a également renouvelé, à la suite d'un appel d'offres, son contrat de mobilier urbain avec la ville d'Antibes (75 700 habitants) pour une durée de 15 ans.

- **Reste du Monde**

En janvier, JCDecaux et Vodacom, détenu par le Groupe Vodafone et l'un des leaders de la communication mobile en Afrique fournissant une gamme variée de services, annoncent s'être associés pour donner une nouvelle image aux emblématiques Soweto Towers d'Afrique du Sud, à la suite d'un concours lancé par Vodacom en mars 2016.

En mai, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à l'issue d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de Guayaquil (2,7 millions d'habitants), capitale économique et principal port d'Equateur, pour une durée de 15 ans.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Top Media a remporté le contrat exclusif de la publicité de l'Aéroport International de Tocumen dans la ville de Panama, à la suite d'un appel d'offres.

En juillet, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat exclusif de la publicité de l'aéroport international de São Paulo Guarulhos, pour une durée de 10 ans.

En juillet, JCDecaux a annoncé avoir remporté avec son partenaire émirien, DXB Média Advertising, un nouveau contrat de mobilier urbain à Dubaï (2,7 millions d'habitants) pour une durée de 10 ans, à la suite d'un appel d'offres de RTA (Roads and Transport Authority). Ce contrat sera géré par une entité qui sera détenue, à terme, à 75% par JCDecaux et à 25% par DXB Média Advertising.

En septembre, JCDecaux a annoncé s'implanter au Bahreïn (1,4 million d'habitants) après avoir été choisi par Bahrain Airport Company (BAC) pour le contrat publicitaire du nouvel aéroport international. L'exploitation devrait débuter en juillet 2019.

En octobre, JCDecaux a annoncé avoir remporté la concession publicitaire de l'aéroport international El Dorado de Bogota, capitale de la Colombie, pour une durée de 9 ans.

En décembre, JCDecaux a annoncé avoir remporté avec son partenaire émirien, DXB Média Advertising, un nouveau contrat de mobilier urbain à Dubaï (2,7 millions d'habitants) pour une durée de 10 ans, à la suite d'un appel d'offres de RTA (Roads and Transport Authority). Ce contrat sera géré par une entité qui sera détenue, à terme, à 75% par JCDecaux et à 25% par DXB Média Advertising.

En décembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale mexicaine, JCDecaux Out Of Home Mexico, S.A. de C.V., une société en joint-venture avec América Móvil, a été choisie pour le design, la conception, l'installation, la gestion, la maintenance et l'exploitation publicitaire des 125 abris voyageurs de la ligne 7 du Metrobús, système de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la ville de Mexico

- **Amérique du Nord**

En décembre, JCDecaux a annoncé qu'il est en train de finaliser l'installation de 150 mobiliers digitaux animés à Chicago.

Acquisitions, cessions et prise de participations

- **Reste du Monde**

En juin, JCDecaux et América Móvil, S.A.B. de C.V. ("AMX"), leader des fournisseurs sans fil en Amérique Latine et numéro trois mondial en termes d'abonnés en quote-part, ont annoncé la création d'une joint-venture pour leurs activités de communication extérieure au Mexique. L'opération consiste en la fusion de Corporación de Medios Integrales, S.A. de C.V., filiale détenue à 100% par AMX ("CMI") et Eumex, S.A. de C.V., filiale de JCDecaux SA (« Eumex ») au sein de JCD Out Of Home Mexico, S.A. de C.V. ("JCDecaux MX"), une nouvelle entité contrôlée par JCDecaux SA, qui détient, entre autres, 100 % des parts de Fusionante Vendor, S. de R.L. de C.V. (« Vendor »). JCDecaux MX sera détenu à terme à 60% par des entités du groupe JCDecaux et à 40% par une filiale à 100% d'AMX.

Autres faits marquants

- **JCDecaux OneWorld**

En août, JCDecaux a annoncé l'ouverture de 2 nouveaux bureaux de JCDecaux OneWorld à Munich et à Milan, ces nouvelles structures sont respectivement dédiées aux clients internationaux germanophones en Allemagne, en Autriche et en Suisse et aux clients internationaux en Italie. Ces ouvertures complètent un réseau de bureaux répartis dans le monde entier : Londres, Paris, New York, Shanghai et San Francisco.

- **Nomination**

En septembre, JCDecaux a annoncé que Carole Brozyna-Diagne rejoignait la Direction Générale Finance et Administration du Groupe en qualité de Directeur du Développement Durable et de la Qualité à compter du 18 septembre 2017.

- **Reste de l'Europe**

En février, JCDecaux et Cellnex Telecom, premier opérateur indépendant d'infrastructures de télécommunications sans fil en Europe, ont conclu un partenariat commercial visant à accélérer le déploiement des nouveaux réseaux de mobilité haut débit basés sur les technologies small cells et DAS (systèmes d'antennes distribuées).

- **Reste du Monde**

En février, JCDecaux accompagne la ville de Panama dans sa transformation en « Ville Intelligente » par le déploiement de services numériques innovants. JCDecaux, concessionnaire des abribus de la ville de Panama depuis 2002, en collaboration avec Wigo, le plus grand réseau de hotspots gratuit du Panama qui compte plus de 1,3 million d'utilisateurs uniques, a lancé le 16 janvier un service de Wi-Fi gratuit dans 50 abribus de la capitale panaméenne. Le Groupe a ainsi initié, mi-décembre 2016, un pilote avec Telefónica SA d'une small cell 3G intégrée dans un abribus de la capitale panaméenne dans l'objectif de mesurer la performance de ce dispositif. Un contrat cadre national pluriannuel a également été conclu pour permettre à l'opérateur de dupliquer cette initiative dans d'autres mobiliers urbains au Panama, où JCDecaux opère plus de 550 abribus. Pour compléter la gamme de nouveaux services numériques innovants de la ville de Panama, JCDecaux a installé et assure la gestion, la commercialisation, l'entretien et la maintenance de 10 MUPI numériques sur mât. Offrant un large éventail de services connectés et de possibilités d'interactions, ce réseau premium bénéficie aussi bien aux annonceurs qu'à la municipalité, qui diffuse des informations d'intérêt général ou des messages d'urgence, en temps réel, sur les axes à plus forte densité de la ville.

En juillet, JCDecaux a annoncé la signature d'un contrat cadre non exclusif de 10 ans avec Vivo, leader de la téléphonie mobile au Brésil avec 74 millions de clients, pour le déploiement de Small Cells intégrées au mobilier urbain de JCDecaux au Brésil.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats annuels 2017, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne le premier trimestre 2018, nous anticipons une croissance de notre chiffre d'affaires organique ajusté autour de +2 %, significativement affectée par la décision du Conseil d'Etat qui a confirmé l'annulation du contrat provisoire des MUI de Paris ainsi que par l'ouverture de l'aéroport de Canton Baiyun (Terminal 2), désormais attendue au deuxième trimestre 2018. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 9 de l'« Annexe aux comptes consolidés annuels » en page 66 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques identifiés par le Groupe sont les suivants :

1. Risques liés à l'activité du Groupe

- Réputation du Groupe

La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son accès aux marchés des collectivités locales.

Dès 2001, le Groupe a mis en place des règles éthiques applicables à l'ensemble de ses activités, et les a régulièrement revues depuis, tout en assurant leur large diffusion au sein de ses filiales.

- Dépendance à l'égard des dirigeants

La performance du Groupe est fortement liée à certains dirigeants clés.

Le Comité des rémunérations et des nominations a établi un plan de succession des membres du Directoire si cela devait se produire.

- Risques liés à la conjoncture économique

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction du budget communication des annonceurs. Le Groupe doit faire face à l'activité cyclique du marché de la publicité.

Sa répartition géographique lui permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des différents pays dans lesquels il est implanté.

- Risques de contrepartie liés à la dépendance vis-vis des clients et des fournisseurs

Le Groupe a un portefeuille de clients diversifié et a recourt à un nombre important de fournisseurs mais n'est pas en situation de dépendance vis à vis d'un client ou d'un fournisseur.

- Risques liés aux contrats de droit public

La conclusion des contrats avec les collectivités territoriales et administrations françaises et celles d'autres pays est régie par des réglementations complexes.

Le Groupe a constitué, au fil du temps, des équipes de juristes spécialistes du droit des marchés publics pour gérer les processus d'appel d'offres en France et à l'étranger.

2. Risques juridiques et réglementaires

- Risques liés à la réglementation particulière applicable au Groupe

Le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Le Groupe s'appuie sur ses équipes de juristes pour veiller à l'application de la réglementation dans chaque pays et pour en suivre toutes les évolutions.

- Risques liés aux litiges en cours

Le Groupe JCDcaux est partie à un certain nombre de contentieux dans le cadre de la conduite normale de ses affaires.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, dont la Société est informée y compris en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir eu au cours des 12 derniers mois, à sa connaissance, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

- Risques liés à la propriété intellectuelle

Le Groupe est propriétaire dans le monde entier, de marques, dessins et modèles, brevets et noms de domaine.

Le Groupe protège par des droits exclusifs, tant en France que dans les principaux pays dans lesquels il exerce son activité, les éléments de propriété intellectuelle essentiels qu'il utilise dans la conduite de son activité.

3. Risques liés à la croissance externe

- Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, le Groupe est amené à réaliser des acquisitions de sociétés ayant pour activité la communication extérieure sur le marché français mais aussi sur des marchés étrangers.

Afin de limiter les risques liés aux acquisitions, l'opportunité de chaque acquisition fait l'objet d'une analyse approfondie par la Direction Générale, la Direction des Fusions-Acquisitions et Développement du Groupe et la Direction Juridique Groupe. En outre, durant tout le processus d'acquisition, le Groupe s'entoure de conseils spécialisés.

- **Risques liés à l'environnement géopolitique**

Du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

Le développement international du Groupe induit une répartition géographique diversifiant et limitant la concentration de ce risque sur un pays donné.

4. Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie).

L'objectif du Groupe est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5. Risques informatiques

Le Groupe s'appuie sur des Systèmes d'Information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à la protection de la confidentialité, à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités.

6. Risques environnementaux

- **Risques liés au changement climatique, mesures de réduction des risques et stratégie bas carbone**

Des risques liés à des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents ou à l'augmentation du niveau de la mer peuvent impacter l'activité du Groupe localement.

Le Groupe, au travers de sa stratégie développement durable, a mis en place diverses mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation du changement climatique.

- **Risques environnementaux liés à l'activité**

Les risques environnementaux liés à l'activité du Groupe sont très limités. Néanmoins, le Groupe a identifié un site ICPE soumis à déclaration en France qui font l'objet de tous les contrôles et suivis requis.

Le Groupe a mis en place des mesures de suivi des risques liés à ce site et des contrôles réguliers sont effectués pour réduire au maximum les risques environnementaux liés à ce site.

7. Assurances - Couverture des risques

Compte-tenu de l'homogénéité des activités du Groupe dans les différents pays où il les exerce, la politique du Groupe est de couvrir ses risques essentiels de façon centralisée par des polices d'assurance mondiales souscrites par JCDecaux SA auprès de compagnies d'assurance disposant d'un réseau international, pour couvrir notamment les risques de dommages aux biens/pertes d'exploitation ainsi que les risques de mise en jeu de sa responsabilité civile.

Le Groupe JCDecaux a pour politique de ne pas transférer ses risques à des assureurs dont la notation financière n'est pas de premier plan.

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS 2017**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ANNUELS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2017	31/12/2016
Goodwill	§ 4.1	1 341,3	1 360,8
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1	301,9	312,7
Immobilisations corporelles	§ 4.2	1 156,3	1 150,7
Titres mis en équivalence	§ 4.4	476,0	510,2
Investissements financiers	§ 4.5	0,6	0,7
Autres actifs financiers	§ 4.5	89,7	103,7
Impôts différés actif	§ 4.10	92,3	134,9
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.17	1,5	1,1
Autres créances	§ 4.6	23,8	30,2
ACTIFS NON COURANTS		3 483,4	3 605,0
Autres actifs financiers	§ 4.5	3,7	5,1
Stocks	§ 4.7	123,8	112,9
Instruments financiers dérivés	§ 4.15	0,2	0,9
Clients et autres débiteurs	§ 4.8	918,1	907,8
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.17	49,9	19,1
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.9	277,9	281,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.9	728,3	693,1
ACTIFS COURANTS		2 101,9	2 019,9
TOTAL DES ACTIFS		5 585,3	5 624,9

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Capital	3,2	3,2
Primes	602,4	596,7
Réserves consolidées	1 669,7	1 583,1
Résultat net part du Groupe	193,7	224,7
Autres éléments des capitaux propres	-117,6	5,3
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 351,4	2 413,0
Participations ne donnant pas le contrôle	60,7	21,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.11 2 412,1	2 434,0
Provisions	§ 4.12 385,7	408,9
Impôts différés passif	§ 4.10 79,3	75,7
Dettes financières	§ 4.13 786,6	1 303,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.14 80,1	78,2
Autres créditeurs	11,8	16,1
Instruments financiers dérivés	§ 4.15 0,5	0,0
PASSIFS NON COURANTS	1 344,0	1 881,9
Provisions	§ 4.12 71,6	83,0
Dettes financières	§ 4.13 586,0	83,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.14 21,9	32,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.15 4,9	2,2
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 4.16 1 092,4	1 058,2
Passifs d'impôt exigible	§ 4.17 39,6	45,2
Concours bancaires	§ 4.13 12,8	5,4
PASSIFS COURANTS	1 829,2	1 309,0
TOTAL DES PASSIFS	3 173,2	3 190,9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	5 585,3	5 624,9

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2017	2016
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.1	3 039,8	2 974,5
Coûts directs d'exploitation	§ 5.2	-2 002,1	-1 961,5
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 5.2	-512,9	-484,9
MARGE OPÉRATIONNELLE		524,8	528,1
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 5.2	-235,0	-197,5
Perte de valeur des goodwill	§ 5.2	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	§ 5.2	-45,3	-45,1
Autres produits opérationnels	§ 5.2	21,3	8,1
Autres charges opérationnelles	§ 5.2	-30,2	-41,3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		235,6	252,3
Produits financiers	§ 5.3	7,2	13,2
Charges financières	§ 5.3	-42,4	-32,0
RÉSULTAT FINANCIER		-35,2	-18,8
Impôts sur les bénéfices	§ 5.4	-98,7	-73,6
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	100,3	95,2
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		202,0	255,1
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		202,0	255,1
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		8,3	30,4
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		193,7	224,7
Résultat de base par action (en euros)		0,911	1,057
Résultat dilué par action (en euros)		0,910	1,056
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 5.7	212 568 746	212 495 553
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 5.7	212 771 757	212 691 910

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2017	2016
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		202,0	255,1
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		-114,1	-23,1
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger ⁽²⁾		-5,6	1,9
Couverture des flux de trésorerie		-0,3	-0,2
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-0,3	1,4
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-16,9	12,2
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-137,2	-7,8
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-2,4	-13,7
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		1,1	3,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		5,0	-0,8
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		3,7	-11,5
Total des autres éléments du résultat global		-133,5	-19,3
RÉSULTAT GLOBAL		68,5	235,8
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		-2,7	31,2
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		71,2	204,6

(1) En 2017, les écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -48,6 millions d'euros sur Hong Kong, -9,7 millions d'euros sur les Etats Unis, -7,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -6,6 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis, -5,4 millions d'euros sur le Mexique, -7,7 millions d'euros sur le Panama et 11,2 millions d'euros sur le Brésil. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 2,2 millions d'euros suite aux variations de périmètre.

En 2016, les écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -37,1 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -10,0 millions d'euros sur le Mexique, 7,0 millions d'euros sur Hong Kong, 6,0 millions d'euros sur le Brésil, 6,0 millions d'euros sur l'Afrique du Sud, et 7,3 millions d'euros sur le Guatemala. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,1 million d'euros suite aux variations de périmètre.

(2) En 2017, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger comprennent le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 1,9 million d'euros sur des prêts précédemment qualifiés d'investissements nets à l'étranger.

En 2016, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger comprennent le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,4 million d'euros sur des prêts précédemment qualifiés d'investissements nets à l'étranger.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère														
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total		
					Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserves de conversion	Réserves de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
<i>En millions d'euros</i>														
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2016	3,2	587,0	0,0	1 726,5	0,3	-0,1	69,6	0,9	-45,8	0,8	25,7	2 342,4	-18,2	2 324,2
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	5,8		-118,9							0,0	5,8	-5,3	0,5
Distributions de dividendes											0,0	-118,9	-14,2	-133,1
Paiements en actions		3,9									0,0	3,9	0,0	3,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre ⁽³⁾				-24,2			-0,3				0,0	-24,5	27,2	2,7
Résultat de l'ensemble consolidé				224,7							0,0	224,7	30,4	255,1
Autres éléments du Résultat global					-0,2		-8,6		-11,3		-20,1	-20,1	0,8	-19,3
Résultat global	0,0	0,0	0,0	224,7	-0,2	0,0	-8,6	0,0	-11,3	0,0	-20,1	204,6	31,2	235,8
Autres				-0,3							0,0	-0,3	-0,1	-0,4
Capitaux propres au 31 décembre 2016	3,2	596,7	0,0	1 807,8	0,1	-0,1	60,7	0,9	-57,1	0,8	5,3	2 413,0	21,0	2 434,0
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	2,9		-1,5							0,0	1,4	-0,3	1,1
Distributions de dividendes											0,0	-119,0	-12,7	-131,7
Paiements en actions		2,8									0,0	2,8	0,0	2,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre ⁽³⁾				-17,6			-0,4				0,0	0,0	10,3	10,3
Résultat de l'ensemble consolidé				193,7							0,0	193,7	45,1	238,8
Autres éléments du Résultat global					-0,3		-126,0		3,8		-122,5	-122,5	8,3	20,0
Résultat global	0,0	0,0	0,0	193,7	-0,3	0,0	-126,0	0,0	3,8	0,0	-122,5	71,2	-2,7	68,5
Autres											0,0	0,0	-11,0	-13,5
Capitaux propres au 31 décembre 2017	3,2	602,4	0,0	1 863,4	-0,2	-0,1	-65,7	0,9	-53,3	0,8	-117,6	2 351,4	60,7	2 412,1

(1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(2) En 2017, exercice d'engagements d'achat et effet de périmètre.

En 2016, exercice d'un engagement d'achat et nouveaux engagements.

(3) Les effets nets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour respectivement -2,1 millions d'euros en 2017 contre +10,1 millions d'euros en 2016.

En 2017, mouvements de périmètre liés principalement au rachat des minoritaires de la société MédiaKiosk et à l'échange d'actifs avec AMX.

En 2016, mouvements de périmètre liés principalement à l'échange d'actifs avec Top Media et au rachat des minoritaires de la société Wall AG.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>		2017	2016
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS		300,7	328,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	-100,3	-95,2
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 10.4 & § 11.3	94,9	93,2
Charges liées aux paiements en actions	§ 5.2	2,8	3,9
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 5.2 & § 5.3	233,7	192,2
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	§ 5.2 & § 5.3	-11,6	1,1
Charges nettes d'actualisation	§ 5.3	7,0	-5,7
Intérêts financiers nets	§ 5.3	19,3	15,0
Dérivés financiers, résultat de change et autres		-13,2	5,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		22,7	18,0
Variation des stocks		-14,2	-15,9
Variation des clients et autres créances		-41,0	-13,2
Variation des fournisseurs et autres dettes		77,9	47,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		556,0	556,3
Intérêts financiers payés		-25,2	-17,6
Intérêts financiers reçus		5,4	5,9
Impôt sur le résultat payé		-102,0	-87,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 6.1	434,2	457,1
Décassements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-294,2	-233,9
Décassements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise		-0,6	-84,2
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-18,4	-14,1
Total investissements		-313,2	-332,2
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		19,4	6,3
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		-0,1	7,8
Cessions d'autres immobilisations financières		23,3	13,3
Total désinvestissements		42,6	27,4
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 6.2	-270,6	-304,8
Distribution mise en paiement		-131,7	-133,1
Réduction des capitaux propres		-2,4	-5,5
Décassements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle		-12,3	-21,3
Remboursement d'emprunts à long terme		-23,8	-88,8
Remboursement des emprunts de location financement		-8,6	-7,8
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie		-0,9	-201,0
Besoin de trésorerie (Financement)		-179,7	-457,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		-	8,8
Augmentation des capitaux propres		3,5	6,0
Augmentation des emprunts à long terme		42,3	763,8
Dégagement de trésorerie (Financement)		45,8	778,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 6.3	-133,9	321,1
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		29,7	473,4
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.13	687,7	218,4
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-1,9	-4,1
Trésorerie nette de clôture ⁽¹⁾	§ 4.13	715,5	687,7

(1) Dont 728,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -12,8 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2017 contre respectivement 693,1 millions d'euros et -5,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées et les coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2017, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 7 mars 2018, sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2017. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2017 :

- L'amendement à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- L'amendement à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes ».

L'application de ces amendements n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.19 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en résultat financier, et sont alloués sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2017, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne.

Concernant IFRS 15 sur la comptabilisation du chiffre d'affaires, le Groupe a détecté des impacts limités sur certaines transactions spécifiques, relatives notamment à la présentation des facturations de taxes publicitaires dont le poids dans le chiffre d'affaires est marginal. IFRS 15 sera appliquée au 1^{er} janvier 2018 selon la méthode rétrospective. Concernant IFRS 9 sur les instruments financiers, le Groupe n'a pas identifié à ce stade d'impact significatif.

Les autres normes et amendements dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2017 sont en cours d'analyse ; en particulier, les impacts attendus de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sur les comptes du Groupe sont très significatifs puisqu'ils auront globalement pour effet de porter à l'actif en contrepartie d'une dette, une partie substantielle des engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés par le Groupe dans le cadre de l'exploitation courante présentés au paragraphe 8 « Commentaires sur les engagements hors-bilan ». Les travaux d'appréciation des impacts, très significatifs pour le Groupe, sont toujours en cours.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.3. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement

net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement ou de déqualification. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.4. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes avec prise de contrôle, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.5. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des goodwill et des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », le paragraphe 1.11 « Titres mis en équivalence », le paragraphe 1.20 « Provisions pour retraites et avantages assimilés » et dans le paragraphe 1.21 « Provisions pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 4.3 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 4.4 « Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur » pour la valorisation des titres mis en équivalence, au paragraphe 4.18 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, et au paragraphe 4.12 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.6. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.7. Immobilisations incorporelles

1.7.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.7.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.8. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris évalués à la juste valeur.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater un passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminué de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession de la quote-part cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, en application de la norme IFRS 10, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 20 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique pouvant être inférieure à la durée des contrats. Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 20 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

Durées d'amortissement*Immobilisations corporelles :*

- Bâtiments et constructions 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage 5 à 10 ans

(Hors mobiliers urbains et panneaux)

- Mobiliers urbains et panneaux 2 à 20 ans

Autres immobilisations corporelles :

- Agencements divers, aménagements 5 à 10 ans
- Matériel de transport 3 à 15 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Mobilier 5 à 10 ans

1.10. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.

Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique.

Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.11. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est supérieure à sa participation dans celle-ci, alors la quote-part du groupe est ramenée à zéro. Si le groupe estime être solidaire des pertes alors une provision est comptabilisée au passif en provisions pour risques pour la quote-part de pertes accumulées excédant l'investissement d'origine ainsi que les prêts et les créances.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.12. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une diminution de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de celle-ci. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.13. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés de prêts et de créances rattachées à des participations accordés aux entités mises en équivalence ou non consolidées, ainsi que de dépôts et cautionnements.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.14. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.15. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.16. Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie. Ces éléments sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme. Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7.

Les actifs financiers de trésorerie correspondent à des placements liquides à court terme ainsi qu'à de la trésorerie appartenant au Groupe, mise sous séquestre dans le cadre de l'exécution de contrats. Ces actifs ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ils sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires.

1.17. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.18. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat ;
- un investissement net initial nul ou faible ;
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie (part efficace) ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. A ce jour, le Groupe met en place principalement deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.19. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de position de l'IASB sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres de l'état de situation financière.

En l'absence de position de l'IASB sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.20. Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.21. Provisions pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière.

1.22. Paiements fondés sur des actions

1.22.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.22.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.22.3. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur et constatés en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.24. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.25. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, de coentreprises et entreprises associées, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue lors d'une prise de contrôle par étape, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.26. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 à 5 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

Conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« CVAE »), en France, comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.27. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre en 2017

Les principales variations de périmètre intervenues en 2017 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle)

Le 27 juillet 2017, JCDecaux (Mauritius) Ltd a acquis 100 % de la société LC Outdoor à l'île de la Réunion en contrepartie notamment de l'apport de 20 % des actifs de JCDecaux (Mauritius) Ltd à l'actionnaire de la société LC Outdoor. Le nouvel ensemble est détenu à 80 % par JCDecaux Sub-Saharan Africa (Pty) Ltd (Afrique du Sud) et à 20 % par le partenaire et est consolidé en intégration globale.

Le 4 octobre 2017, Equipamientos Urbanos de Mexico, SA de C.V. (« EUMEX ») a acquis auprès d'America Movil, S.A.B. de CV (« AMX ») 100 % de Corporacion de Medios Integrales, S.A. de CV (« CMI ») et ses filiales (Mexique), en contrepartie de l'apport de 36,3 % de sa participation dans la société JCDecaux Out Of Home Mexico SA de CV et ses filiales opérant au Mexique. Le nouvel ensemble est détenu à 63,7 % par EUMEX et à 36,3 % par une filiale d'AMX et est consolidé en intégration globale.

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Sur le premier semestre 2017, la société JCDecaux France Holding a racheté les 12,5 % de participations ne donnant pas le contrôle de la société Mediakiosk (France), désormais détenue à 100 %. Cette société était déjà consolidée en intégration globale.

Le 11 décembre 2017, la société JCDecaux Street Furniture Pty Ltd (Australie) a racheté les 50 % de participations ne donnant pas le contrôle de la société Adbooth Pty Ltd (Australie), désormais détenue à 100 %. Cette société était déjà consolidée en intégration globale.

Variations du pourcentage de détention

Le 1^{er} janvier 2017, le pourcentage de droits financiers de JCDecaux Pearl and Dean Ltd (Hong Kong) dans la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co., Ltd (Chine) est diminué de 5 % conformément au contrat avec le partenaire. Cette société reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, à 60 % désormais, sans changement du contrôle conjoint.

Le 20 octobre 2017 JCDecaux Central Eastern Europe GmbH (Autriche) a pris une participation complémentaire de 8,4 % dans la société Ankünder GmbH (Autriche). Cette société reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, à 33,3 % désormais, sans changement de l'influence notable.

Cessions avec perte de contrôle

Le 12 janvier 2017, les sociétés Wall Sehir Dizayni LS (Turquie) et Wall GmbH (Allemagne) ont cédé leur participation de respectivement 90 % et 10 % dans la société Era Reklam AS (Turquie).

Le 26 octobre 2017, la société Wall GmbH (Allemagne) a cédé sa participation de 100 % dans la société Wall Sehir Dizayni LS (Turquie).

Autres variations

D'autres variations, notamment des liquidations, des cessions, des acquisitions de titres de participation sont détaillées au paragraphe 12 « Périmètre de consolidation ».

2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2017 qui portent principalement sur les sociétés LC Outdoor et CMI et l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition du groupe Outfront Media et Top Media acquis respectivement en avril 2016 et décembre 2016 ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition
Actifs non courants		24,4
Actifs courants		22,7
Total Actifs		47,1
Passifs non courants		12,3
Passifs courants		8,4
Total Passifs		20,7
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	26,4
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	9,0
Contrepartie totale transférée	(c)	30,5
- dont actifs apportés ⁽²⁾		29,5
- dont prix d'acquisition		1,0
Goodwill	(d)=(c)-(a)+(b)	13,1
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	<i>(e)</i>	-
Goodwill IFRS ⁽¹⁾	(f)=(d)-(e)	13,1
Prix d'acquisition		-1,0
Trésorerie nette acquise		8,8
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		7,8

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions 2017.

(2) Liés aux échanges d'actifs avec LC Outdoor, CMI et Top Media.

Les valeurs des actifs et passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois maximum après la date de prise de contrôle, à l'exception de l'allocation du prix d'acquisition du groupe Outfront Media et des valeurs d'échanges d'actifs avec Top Media qui sont définitives.

L'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe des acquisitions réalisées en 2017 est respectivement de 3,4 millions d'euros et de 0,3 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1er janvier 2017 serait une hausse de 11,1 millions d'euros du chiffre d'affaires et une hausse de 0,3 million d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2017 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 576,2	1 398,1	497,6	3 471,9
Marge opérationnelle	420,2	177,7	55,6	653,5
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	211,3	116,4	18,1	345,8
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	173,2	85,4	31,1	289,7

(1) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -12,3 millions d'euros : -6,1 millions d'euros en Mobilier Urbain, -2,9 millions d'euros en Transport et -3,3 millions d'euros en Affichage.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	3 471,9	-432,1	3 039,8
Marge opérationnelle	653,5	-128,7	524,8
Résultat d'exploitation	345,8	-110,2	235,6
Investissements corporels et incorporels nets	289,7	-14,9	274,8

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -432,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -445,1 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +13,0 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 3 039,8 millions d'euros.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2016 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 523,7	1 373,7	495,4	3 392,8
Marge opérationnelle	405,4	182,0	59,1	646,5
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	194,8	130,6	27,7	353,1
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	178,2	36,4	27,7	242,3

(1) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de +1,7 million d'euros : +1,6 million d'euros en Mobilier Urbain et +0,1 million d'euros en Transport.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	3 392,8	-418,3	2 974,5
Marge opérationnelle	646,5	-118,4	528,1
Résultat d'exploitation	353,1	-100,8	252,3
Investissements corporels et incorporels nets	242,3	-14,7	227,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -418,3 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -439,2 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +20,9 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 2 974,5 millions d'euros.

3.2. Par zone géographique

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2017 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	931,6	818,7	612,9	450,0	362,2	296,5	3 471,9

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2016 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	886,2	819,3	628,8	405,3	382,2	271,0	3 392,8

(1) Hors France et Royaume-Uni.

Aucun client n'atteint le seuil de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

3.3. Autres informations

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	432,6	1,6	434,2
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-4,3	27,0	22,7
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	-289,7	14,9	-274,8
Cash-Flow Disponible	142,9	16,5	159,4

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	506,0	-48,9	457,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	47,9	-29,9	18,0
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	-242,3	14,7	-227,6
Cash-Flow Disponible	263,7	-34,2	229,5

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

4.1.1. Goodwill

Variations des exercices 2017 et 2016 en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Valeur nette au 1er janvier	1 360,8	1 271,6
Perte de valeur	0,0	0,0
Sorties	0,0	-5,0
Variations de périmètre	13,1	109,6
Conversion	-32,6	-15,4
Valeur nette au 31 décembre	1 341,3	1 360,8

4.1.2. Autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2017 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2017	57,8	727,3	26,0	811,1
Acquisitions / Augmentations	9,0	26,7	11,4	47,1
Sorties	-0,4	-49,9	-0,2	-50,5
Variations de périmètre ⁽²⁾		13,2		13,2
Conversion	-0,5	-34,8	-1,3	-36,6
Reclassements ⁽³⁾	2,5	26,7	-6,9	22,3
Réaffectation du Goodwill				0,0
Valeur brute au 31 décembre 2017	68,4	709,2	29,0	806,6
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2017	-33,0	-452,4	-13,0	-498,4
Dotations	-6,7	-51,7	-0,4	-58,8
Perte de valeur				0,0
Sorties	0,4	49,8	0,1	50,3
Variations de périmètre ⁽²⁾		4,0		4,0
Conversion	0,2	17,7	1,2	19,1
Reclassements ⁽³⁾	-1,5	-15,2	-4,2	-20,9
Réaffectation du Goodwill				0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2017	-40,6	-447,8	-16,3	-504,7
Valeur nette au 1er janvier 2017	24,8	274,9	13,0	312,7
Valeur nette au 31 décembre 2017	27,8	261,4	12,7	301,9

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Ces montants sont liés aux acquisitions et aux liquidations de sociétés sur la période.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2016 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2016	54,5	736,9	36,1	827,5
Acquisitions / Augmentations	5,3	8,5	11,8	25,6
Sorties		-47,8	-6,6	-54,4
Variations de périmètre ⁽²⁾		15,8		15,8
Conversion	0,9	-9,4	0,3	-8,2
Reclassements ⁽³⁾	-0,2	25,8	-15,3	10,3
Réaffectation du Goodwill	-2,7	-2,5	-0,3	-5,5
Valeur brute au 31 décembre 2016	57,8	727,3	26,0	811,1
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2016	-29,7	-478,1	-19,5	-527,3
Dotations	-4,9	-48,3	-0,5	-53,7
Perte de valeur		0,1		0,1
Sorties		46,7	6,6	53,3
Variations de périmètre ⁽²⁾		23,9		23,9
Conversion	-0,3	4,4	-0,4	3,7
Reclassements ⁽³⁾	-0,1	-2,8	0,8	-2,1
Réaffectation du Goodwill	2,0	1,7		3,7
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2016	-33,0	-452,4	-13,0	-498,4
Valeur nette au 1er janvier 2016	24,8	258,8	16,6	300,2
Valeur nette au 31 décembre 2016	24,8	274,9	13,0	312,7

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Ces montants sont liés aux acquisitions et aux liquidations de sociétés sur la période.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

4.2. Immobilisations corporelles

En millions d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Terrains	23,3	-1,2	22,1	25,7
Constructions	105,2	-69,8	35,4	39,3
Installations techniques, matériels et outillages	2 910,8	-2 014,6	896,2	938,5
Matériel de transport	141,5	-78,8	62,7	64,8
Autres immobilisations corporelles	174,1	-132,1	42,0	20,9
En cours, avances et acomptes	98,1	-0,2	97,9	61,5
Total	3 453,0	-2 296,7	1 156,3	1 150,7

Variations de l'exercice 2017 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2017	27,1	109,7	2 974,3	366,3	3 477,4
- Dont location financement		2,4	5,4	42,4	50,2
- Dont coût de démontage			172,6		172,6
Acquisitions	0,1	2,3	109,5	167,4	279,3
- Dont acquisitions en location financement				9,7	9,7
- Dont coût de démontage			22,5		22,5
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage					0,0
Sorties	-3,3	-4,4	-150,2	-28,7	-186,6
- Dont sorties en location financement				-5,4	-5,4
- Dont coût de démontage			-19,8		-19,8
Variations de périmètre			3,1	0,2	3,3
Reclassements ⁽¹⁾		-0,6	61,3	-78,7	-18,0
Réaffectation du Goodwill	0,4	-0,1	-1,5		-1,2
Conversion	-1,0	-1,7	-85,7	-12,8	-101,2
Valeur brute au 31 décembre 2017	23,3	105,2	2 910,8	413,7	3 453,0
Amortissements au 1er janvier 2017	-1,4	-70,4	-2 035,8	-219,1	-2 326,7
- Dont location financement		-2,3	-5,4	-21,5	-29,2
- Dont coût de démontage			-103,2		-103,2
Dotations nettes des reprises	-0,1	-3,6	-183,5	-21,9	-209,1
- Dont dotations sur location financement				-8,1	-8,1
- Dont coût de démontage			-13,5		-13,5
Perte de valeur			-9,2	-0,2	-9,4
Sorties	0,3	3,6	142,3	26,4	172,6
- Dont sorties sur location financement				4,0	4,0
- Dont coût de démontage			15,0		15,0
Variations de périmètre		0,2	2,4	0,8	3,4
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	14,9	-0,5	14,5
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion		0,3	54,3	3,4	58,0
Amortissements au 31 décembre 2017	-1,2	-69,8	-2 014,6	-211,1	-2 296,7
Valeur nette au 1er janvier 2017	25,7	39,3	938,5	147,2	1 150,7
Valeur nette au 31 décembre 2017	22,1	35,4	896,2	202,6	1 156,3

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2016 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outill.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2016	28,2	89,4	2 991,7	351,8	3 461,1
- Dont location financement		2,4	5,4	42,7	50,5
- Dont coût de démontage			152,5		152,5
Acquisitions	0,1	1,4	144,1	88,8	234,4
- Dont acquisitions en location financement				5,6	5,6
- Dont coût de démontage			18,9		18,9
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage			0,9		0,9
Sorties	-0,1	-1,1	-135,3	-19,9	-156,4
- Dont sorties en location financement				-4,9	-4,9
- Dont coût de démontage			-10,4		-10,4
Variations de périmètre	1,6	17,8	3,3	2,8	25,5
Reclassements ⁽¹⁾		0,3	38,0	-54,0	-15,7
Réaffectation du Goodwill		3,8	-67,3	-2,8	-66,3
Conversion	-2,7	-1,9	-0,2	-0,4	-5,2
Valeur brute au 31 décembre 2016	27,1	109,7	2 974,3	366,3	3 477,4
Amortissements au 1er janvier 2016	-1,4	-68,3	-2 000,5	-217,8	-2 288,0
- Dont location financement		-2,3	-5,4	-18,5	-26,2
- Dont coût de démontage			-90,6		-90,6
Dotations nettes des reprises		-3,4	-183,5	-21,4	-208,3
- Dont dotations sur location financement				-7,5	-7,5
- Dont coût de démontage			-15,7		-15,7
Perte de valeur				0,4	0,4
Sorties		1,0	130,5	18,1	149,6
- Dont sorties sur location financement				4,1	4,1
- Dont coût de démontage			8,0		8,0
Variations de périmètre			6,9	0,3	7,2
Reclassements ⁽¹⁾		-0,1	14,0	-1,2	12,7
Réaffectation du Goodwill			-5,6	2,0	-3,6
Conversion		0,4	2,4	0,5	3,3
Amortissements au 31 décembre 2016	-1,4	-70,4	-2 035,8	-219,1	-2 326,7
Valeur nette au 1er janvier 2016	26,8	21,1	991,2	134,0	1 173,1
Valeur nette au 31 décembre 2016	25,7	39,3	938,5	147,2	1 150,7

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2017, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 21,1 millions d'euros contre 21,0 millions d'euros au 31 décembre 2016 et se décompose comme suit :

En millions d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Constructions	0,0	0,1
Matériel de transport	21,1	20,9
Autres immobilisations corporelles	0,0	0,0
Total	21,1	21,0

Plus de 77 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUPIs®, écrans digitaux, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété (contrôlés par le Groupe) et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 35,4 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de la quasi-totalité des constructions (98 % du total de la valeur brute), le restant étant détenu en location financement. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts, principalement au Mexique pour 11,7 millions d'euros, en Espagne pour 6,9 millions d'euros, en Allemagne pour 6,1 millions d'euros, en France pour 3,3 millions d'euros, en Uruguay pour 1,6 million d'euros, en Belgique pour 1,5 million d'euros et en Finlande pour 1,4 million d'euros.

4.3. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

En millions d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	387,6	339,1	726,7	387,6	358,6	746,2
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	142,0	43,5	185,5	141,9	45,6	187,5
Aéroports Monde (2)	123,8	88,0	211,8	123,5	71,6	195,1
Affichage Royaume-Uni	144,7	56,2	200,9	149,6	52,4	202,0
Affichage France	115,4	7,3	122,7	115,4	7,4	122,8
Mobilier Urbain France	86,4	350,0	436,4	86,4	354,1	440,5
Mobilier Urbain Royaume-Uni	57,5	50,7	108,2	57,9	54,2	112,1
Autres (3)	283,9	419,4	703,3	298,5	405,0	703,5
Total	1 341,3	1 354,2	2 695,5	1 360,8	1 348,9	2 709,7

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill. Les goodwill et les actifs corporels et incorporels comptabilisés dans le cadre de l'acquisition en 2017 de CMI et LC Outdoor, figurant sur la ligne « Autres », n'ont pas fait l'objet de tests de perte de valeur (ces acquisitions sont en cours d'allocation).

- (1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 96,8 millions d'euros et 128,3 millions d'euros au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, et sont également présentés augmentés des impôts différés actif nets liés aux contrats et aux provisions pour perte à terminaison reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement -7,2 millions d'euros et 13,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.
- (2) Les actifs incorporels et corporels d'un montant de 88,0 millions d'euros relatif à l'UGT Aéroports Monde comprennent 23,5 millions d'euros appartenant à la zone géographique Reste du Monde, exposée à une plus forte volatilité économique.
- (3) Le montant des goodwill de 283,9 millions d'euros et le montant des actifs incorporels et corporels de 419,4 millions d'euros sur la ligne « Autres » comprennent respectivement 150,8 millions d'euros et 205,2 millions d'euros relatifs à la zone géographique Reste du Monde et pour lesquels les tests de perte de valeur et de sensibilité ont été réalisés aux bornes de chaque UGT de cette zone géographique.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2017 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation nette de perte de valeur globale de -9,4 millions d'euros sur les immobilisations corporelles, ainsi qu'une dotation nette de provision pour perte à terminaison de -2,9 millions d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -10,6 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (contre +1,2 million d'euros en 2016).

Le taux d'actualisation, le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,0 % à 19,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,0 % en 2017 (identique à 2016), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud et Australie, où le Groupe réalise 58,0 % de son chiffre d'affaires ajusté. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort à 9,3 % en 2017.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés de la façon suivante :

- Sur la France, le Royaume-Uni, l'Europe (hors France et Royaume-Uni) et l'Asie-Pacifique, trois tests de sensibilité ont été réalisés, d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 50 points de base, d'autre part en diminuant de 50 points de base respectivement le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.
- Sur la zone géographique Reste du Monde, où figurent les pays exposés à une plus forte volatilité économique et politique, trois tests de sensibilité ont été réalisés, d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base, d'autre part, en diminuant de 200 points de base respectivement le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.

Les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique entraînerait une perte de valeur additionnelle sur le goodwill de l'activité Affichage de 6,7 millions d'euros sur la zone géographique Europe (hors France et Royaume-Uni). Cela n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles de chacune des UGT de ces zones géographiques ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de 8,5 millions d'euros sur les goodwill. Cela entraînerait une perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles de cette zone géographique de 2,1 millions d'euros.
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de marge opérationnelle pour les zones France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique, entraînerait une perte de valeur additionnelle de 0,7 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles de la zone géographique Europe (hors France et Royaume-Uni). Cela n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les goodwill de chacune des UGT de ces zones géographiques ;
- qu'une diminution de 200 points du taux de marge opérationnelle sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles de 3,8 millions d'euros mais n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les goodwill de chacune des UGT de cette zone géographique ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 50 points de base pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique entraînerait une perte de valeur additionnelle de 4,8 millions d'euros sur le goodwill (sans perte additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles). Une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 200 points de base pour la zone géographique Reste du Monde n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles ni sur les goodwill de chacune des UGT de cette zone géographique.

4.4. Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Coentreprises	288,7	328,7
Entreprises associées	187,3	181,5
Total ⁽¹⁾	476,0	510,2

(1) Dont 62,8 millions d'euros relatifs à la zone Reste du Monde au 31 décembre 2017 contre 70,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

En 2017, aucune perte de valeur n'a été constatée comme en 2016.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant aux zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de 3,1 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence,
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur additionnelle de 2,0 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence,
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage entraînerait une perte de valeur de 0,7 million d'euro sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence,

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant à la zone géographique Reste du Monde, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de 7,3 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de 3,3 millions d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence ;

- qu'une diminution de 200 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

4.5. Investissements financiers et autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Investissements financiers	0,6	0,7
Prêts	52,8	63,7
Créances rattachées à des participations	0,7	9,1
Autres immobilisations financières	39,9	36,0
Autres actifs financiers	93,4	108,8
Total	94,0	109,5

La diminution des autres actifs financiers de 15,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 concerne principalement les remboursements de prêts et des variations de change.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
≤ 1 an	3,7	5,1
> 1 an & ≤ 5 ans	84,8	103,0
> 5 ans	4,9	0,7
Total	93,4	108,8

4.6. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Charges constatées d'avance	19,7	21,0
Créances diverses	5,4	11,2
Total Brut des Autres créances (non courant)	25,1	32,2
Dépréciation des créances diverses	-1,3	-2,0
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-1,3	-2,0
Total	23,8	30,2

4.7. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Valeur brute des stocks	149,4	142,6
Dépréciation	-25,6	-29,7
Total	123,8	112,9

4.8. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Créances clients	761,2	762,7
Créances diverses	23,6	36,9
Autres créances d'exploitation	18,9	20,8
Créances fiscales diverses	53,8	45,9
Créances sur cession d'immobilisations et subventions d'équipement à recevoir	3,1	0,8
Avances et acomptes versés	12,2	7,6
Charges constatées d'avance	76,3	67,8
Total Brut des Clients et autres débiteurs	949,1	942,5
Dépréciation des créances clients	-29,4	-33,0
Dépréciation des créances diverses	-1,5	-1,6
Dépréciation des autres créances d'exploitation	-0,1	-0,1
Total Dépréciation des Créances clients et autres débiteurs	-31,0	-34,7
Total	918,1	907,8

La variation de l'exercice est principalement liée aux variations de périmètre, l'augmentation du besoin en fond de roulement (flux avec effet de trésorerie) étant globalement neutralisée par les effets de change.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 265,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 240,2 millions d'euros au 31 décembre 2016. 5,6 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2017, contre 5,2 % au 31 décembre 2016. Ces créances sont relatives essentiellement à des agences médias ou des groupes internationaux qui ne présentent pas de risques de recouvrement.

4.9. Trésorerie gérée

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Trésorerie	385,3	128,0
Equivalents de trésorerie	343,0	565,1
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	728,3	693,1
Actifs financiers de trésorerie	277,9	281,0
Total Trésorerie gérée	1 006,2	974,1

Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose de 728,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 693,1 millions d'euros au 31 décembre 2016) et 277,9 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie (contre 281,0 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 8,0 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2017, contre 10,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2017 sont constitués de 244,0 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 243,4 millions d'euros au 31 décembre 2016) et de 33,9 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2016). Ces actifs financiers de trésorerie ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

4.10. Impôts différés nets

4.10.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	-77,8	-56,2
Reports déficitaires	17,6	11,1
Provisions pour démontage	21,3	27,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés	23,6	22,2
Loyers différés	22,6	45,1
Autres	5,7	9,9
Total	13,0	59,2

La baisse de 46,2 millions d'euros des impôts différés actif nets des impôts différés passif s'explique principalement par la baisse du taux d'impôt différé aux Etats-Unis impactant défavorablement les impôts différés actifs constatés au titre des loyers différés et des provisions pour perte à terminaison.

4.10.2. Variation des impôts différés nets

Au 31 décembre 2017, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2016	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2017
Impôts différés actif	134,9	-27,2	-10,3	0,5	-14,1	8,5	92,3
Impôts différés passif	-75,7	-5,2	10,3	0,5	2,9	-12,1	-79,3
Total	59,2	-32,4	0,0	1,0	-11,2	-3,6	13,0

Au 31 décembre 2016, les variations d'impôts différés étaient les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	Charge nette	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2016
Impôts différés actif	48,6	5,9	0,4	4,9	75,1	134,9
Impôts différés passif	-80,0	6,2	2,5	2,4	-6,8	-75,7
Total	-31,4	12,1	2,9	7,3	68,3	59,2

4.10.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2017, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 86,3 millions d'euros, contre 87,9 millions d'euros au 31 décembre 2016.

4.11. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2017, le capital s'établit à 3 242 237,80 euros divisé en 212 676 701 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2017 et au 31 décembre 2017 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2017	212 547 655
Emission d'actions suite aux levées d'options	129 046
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2017	212 676 701

Au 31 décembre 2017, JCDecaux SA ne détient aucune action propre.

Le 13 février 2017, 344 108 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 29,77 euros.

La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 2,8 millions d'euros en 2017.

L'Assemblée Générale du 11 mai 2017 a décidé le versement d'un dividende de 0,56 euro pour chacune des 212 547 655 actions composant le capital social au 31 décembre 2016. Cette distribution a été soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée sur la ligne « Impôts sur les bénéfices » au compte de résultat. Ce montant de taxe payé fait partie du montant total réclamé au titre des paiements historiques relatifs à la taxe de 3 % sur les dividendes et enregistré en produit sur la ligne « Impôts sur les bénéfices » (voir preuve d'impôt au paragraphe 5.4 « Impôts sur les bénéfices »).

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2016 et 2017.

4.12. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2016	Dotations	Actualisation ⁽¹⁾	Reprises		Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Reclassements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2017
				Consommées	Non consommées					
Provisions pour démontage	235,9	22,5	3,5	-16,8	-10,4			-7,8	-0,4	226,5
Provisions pour pertes à terminaison	128,3	4,1		-24,0	-0,5			-11,1		96,8
Provisions pour retraites et avantages assimilés	84,0	5,0	1,4	-5,6	-0,4	2,4		-0,9	-0,2	85,7
Provisions pour risques et litiges	43,7	17,8		-7,9	-8,2		1,9	-1,6	2,6	48,3
Total	491,9	49,4	4,9	-54,3	-19,5	2,4	1,9	-21,4	2,0	457,3

(1) Aucun montant n'a été constaté en contrepartie des immobilisations corporelles.

4.12.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant les supports publicitaires dans les activités Mobilier Urbain et Transport. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2017, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 8,4 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 1,5 % au 31 décembre 2017, identique à celui du 31 décembre 2016. L'utilisation d'un taux d'actualisation de 1,0 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 9,9 millions d'euros.

4.12.2. Provisions pour pertes à terminaison

Les provisions pour pertes à terminaison représentent un montant de 96,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre un montant de 128,3 millions d'euros au 31 décembre 2016. Elles sont constituées de provisions pour pertes à terminaison reconnues lors de l'exercice d'allocation de prix d'acquisitions pour 80,3 millions d'euros et de provisions reconnues suite au test d'impairment pour 16,5 millions d'euros, contre respectivement 112,2 millions d'euros et 16,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

4.12.3. Provisions pour retraites et avantages assimilés

4.12.3.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilés.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

4.12.3.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	1,50 %	1,50 %
Royaume-Uni	2,50 %	2,60 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	2,00 %	2,00 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	1,75 %	1,75 %
Royaume-Uni	2,30 %	2,50 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2017 :

En millions d'euros	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	17,4	118,0	7,7	143,1
Coût des services rendus	1,2	3,3	0,5	5,0
Charge d'intérêt	0,3	2,3	0,1	2,7
Acquisitions / cessions de régimes	-0,1		-0,1	-0,2
Réductions de régimes	-0,4			-0,4
Écarts actuariels ⁽¹⁾	1,3	1,7	-0,2	2,8
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-1,0	-3,3	-0,3	-4,6
Conversion	-0,3	-2,4		-2,7
Dette actuarielle à la clôture	18,4	119,8	7,7	145,9
dont France	11,3	55,1	4,7	71,1
dont autres pays	7,1	64,7	3,0	74,8
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		59,5		59,5
Produit d'intérêt		1,3		1,3
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		0,3		0,3
Contributions employeur		3,9		3,9
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-3,2		-3,2
Conversion		-1,8		-1,8
Actifs à la clôture		60,2		60,2
dont France		7,3		7,3
dont autres pays ⁽²⁾		52,9		52,9
Provisions				
Couverture financière	18,4	59,6	7,7	85,7
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	18,4	59,6	7,7	85,7
dont France	11,3	47,8	4,7	63,8
dont autres pays	7,1	11,8	3,0	21,9
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,3	2,3	0,1	2,7
Produit d'intérêt		-1,3		-1,3
Coût des services rendus	1,2	3,3	0,5	5,0
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,3	-0,3
Réductions de régimes	-0,4			-0,4
Charge de l'exercice	1,1	4,3	0,3	5,7
dont France	0,4	3,2	0,3	3,9
dont autres pays	0,7	1,1	0,0	1,8

(1) Dont 3,7 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, 0,2 million d'euros lié aux hypothèses financières et -1,1 million d'euros lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2017 s'élève à 145,9 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (49 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (35 %) et Autriche (6 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuair indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 9,5 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 4,6 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 2,4 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Au 1er janvier	84.0	70.8
Charge de l'exercice	5.7	6.0
Ecart de conversion	-0.9	-1.1
Cotisations versées	-3.9	-4.2
Prestations payées	-1.4	-2.1
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	2.4	13.5
Autres	-0.2	1.1
Au 31 décembre	85.7	84.0
Dont comptabilisé :		
- en résultat d'exploitation	1.0	1.9
- en résultat financier	-1.4	-1.6
- en autres éléments du résultat global	-2.4	-13.5

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	31/12/2017		31/12/2016	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	21,7	37%	22,2	36%
Obligations d'état	23,1	38%	24,8	42%
Obligations d'entreprises	3,1	5%	1,7	3%
Immobilier	2,5	4%	2,3	4%
Contrats d'assurance	9,0	15%	8,1	14%
Autres	0,8	1%	0,4	1%
Total	60,2	100%	59,5	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2016 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	15,2	106,2	8,0	129,4
Coût des services rendus	1,2	3,3	0,4	4,9
Charge d'intérêt	0,4	2,9	0,1	3,4
Acquisitions / cessions de régimes	0,9		0,2	1,1
Modifications de régimes	-0,4	0,4	-0,1	-0,1
Ecart actuariel ⁽¹⁾	1,5	12,8	-0,2	14,1
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-1,4	-3,4	-0,7	-5,5
Conversion		-7,6		-7,6
Autres ⁽³⁾		3,2		3,2
Dette actuarielle à la clôture	17,4	118,0	7,7	143,1
<i>dont France</i>	<i>10,9</i>	<i>52,0</i>	<i>4,6</i>	<i>67,5</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,5</i>	<i>66,0</i>	<i>3,1</i>	<i>75,6</i>
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		58,6		58,6
Produit d'intérêt		1,8		1,8
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		1,1		1,1
Contributions employeur		4,2		4,2
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-3,4		-3,4
Conversion		-6,5		-6,5
Autres ⁽³⁾		3,5		3,5
Actifs à la clôture		59,5		59,5
<i>dont France</i>		<i>7,3</i>		<i>7,3</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		<i>52,2</i>		<i>52,2</i>
Provisions				
Couverture financière	17,4	58,5	7,7	83,6
Plafonnement des actifs		0,4		0,4
Provisions à la clôture	17,4	58,9	7,7	84,0
<i>dont France</i>	<i>10,9</i>	<i>44,7</i>	<i>4,6</i>	<i>60,2</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,5</i>	<i>14,2</i>	<i>3,1</i>	<i>23,8</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,4	2,9	0,1	3,4
Produit d'intérêt		-1,8		-1,8
Coût des services rendus	1,2	3,3	0,4	4,9
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,1	-0,1
Modifications de régimes	-0,4	0,4	-0,1	-0,1
Autres ⁽³⁾		-0,3		-0,3
Charge de l'exercice	1,2	4,5	0,3	6,0
<i>dont France</i>	<i>0,8</i>	<i>3,3</i>	<i>0,2</i>	<i>4,3</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>1,7</i>

(1) Dont -1,3 million d'euros lié aux écarts d'expérience, 15,4 millions d'euros liés aux hypothèses financières et aucun impact lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

(3) Suite à un changement de législation en Belgique, les régimes à cotisations définies ont été requalifiés de plans à prestations définies.

4.12.3.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2018 des cotisations aux fonds de couverture pour 1,9 million d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 11 ans et 17 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est défini jusqu'en 2024.

4.12.3.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 35,9 millions d'euros en 2017 contre 35,0 millions d'euros en 2016.

4.12.3.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeurs à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2016, les trois plans étaient en surplus pour un montant total de 3 171,2 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2017, soit 0,5 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2018.

4.12.4. Provisions pour risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges représentent un montant de 48,3 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 43,7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des autorités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La Direction Juridique du Groupe recense l'ensemble des risques et des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la Direction Financière. Le montant des provisions constituées pour ces risques et litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

4.12.5. Actifs et passif éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Sauf exception, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et pour les installations publicitaires les plus spectaculaires, dont le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, ainsi que pour les programmes de démontage de panneaux pour lesquels il existe une forte probabilité de démontage à court terme, à notre initiative, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 13,3 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 11,6 millions d'euros au 31 décembre 2016. Dans certains cas exceptionnels où une obligation de démontage à court terme est bien identifiée le Groupe peut être amené à comptabiliser une provision pour démontage concernant les panneaux de l'activité Affichage.

4.13. Dette financière

En millions d'euros		31/12/2017			31/12/2016		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	586,0	786,6	1 372,6	83,0	1 303,0	1 386,0
Instruments financiers actifs		-0,2		-0,2	-0,9		-0,9
Instruments financiers passifs		4,9	0,5	5,4	2,2		2,2
Instruments financiers de couverture	(2)	4,7	0,5	5,2	1,3	0,0	1,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		728,3		728,3	693,1		693,1
Concours bancaires		-12,8		-12,8	-5,4		-5,4
Trésorerie nette	(3)	715,5	0,0	715,5	687,7	0,0	687,7
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	277,9	0,0	277,9	281,0	0,0	281,0
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-402,7	787,1	384,4	-884,4	1 303,0	418,6

(*) Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose de 728,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 693,1 millions d'euros au 31 décembre 2016) et 277,9 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie (contre 281,0 millions d'euros au 31 décembre 2016). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 8,0 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2017, contre 10,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2017 sont constitués de 244,0 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 243,4 millions d'euros au 31 décembre 2016) et de 33,9 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2016). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 4.14 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers de couverture sont détaillés au paragraphe 4.15 « Instruments financiers ».

La réconciliation de la variation de la dette financière avec les montants du tableau des flux de trésorerie est détaillée au paragraphe 6.4 « Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière nette ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan ajustée de l'impact du coût amorti :

En millions d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	586,0	786,6	1 372,6	83,0	1 303,0	1 386,0
Impact du coût amorti (revalorisation IAS 39)	1,2	4,4	5,6	2,1	5,5	7,6
Dette financière économique	587,2	791,0	1 378,2	85,1	1 308,5	1 393,6

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires	500,0	750,0	1 250,0		1 250,0	1 250,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	43,1	17,4	60,5	29,4	21,8	51,2
Emprunts divers	22,5	9,2	31,7	35,2	21,0	56,2
Emprunts de location financement	7,9	14,4	22,3	6,8	15,7	22,5
Intérêts courus	13,7		13,7	13,7		13,7
Dette financière économique	587,2	791,0	1 378,2	85,1	1 308,5	1 393,6

Au 31 décembre 2017 la dette financière du Groupe comprend principalement deux emprunts obligataires portés par JCDecaux SA de respectivement 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018 et 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023.

Elle comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA pour 60,5 millions d'euros ;
- des emprunts divers pour 31,7 millions d'euros dont principalement des emprunts de JCDecaux SA et ses filiales auprès des coentreprises du Groupe ;

- des dettes de location financement pour 22,3 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des intérêts courus pour 13,7 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA est d'environ 1,4 % au cours de l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825,0 millions d'euros dont la maturité a été étendue à juillet 2022 suite à l'exercice d'une deuxième option d'extension effective depuis juillet 2017.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 31 décembre 2017, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2017, et celle de Standard and Poor's du 19 juillet 2017), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Échéance à moins d'un an	587,2	85,1
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	33,7	553,0
Échéance à plus de 5 ans	757,3	755,5
Total	1 378,2	1 393,6

Ventilation des dettes financières par devise après couvertures de change

	31/12/2017		31/12/2016	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	1 275,7	93%	1 378,4	99%
Dollar américain	151,8	11%	185,7	13%
Yuan chinois	71,9	5%	56,1	4%
Shekel israélien	43,0	3%	44,6	3%
Livre sterling	28,0	2%	10,1	1%
Rand sud-africain	23,6	2%	24,7	2%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-42,0	-3%	-49,0	-4%
Dollar de Hong Kong ⁽¹⁾	-187,3	-14%	-229,6	-16%
Autres ⁽¹⁾	13,5	1%	-27,4	-2%
Total	1 378,2	100%	1 393,6	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2017		31/12/2016	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	1 288,8	94%	1 295,1	93%
Taux variable	89,4	6%	98,5	7%
Total	1 378,2	100%	1 393,6	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017			31/12/2016		
	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement
Moins d'un an	8,4	-0,5	7,9	7,3	-0,5	6,8
Entre 1 et 5 ans	14,5	-0,9	13,6	15,8	-0,8	15,0
Plus de 5 ans	0,8	0,0	0,8	0,7	0,0	0,7
Total	23,7	-1,4	22,3	23,8	-1,3	22,5

4.14. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 102,0 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 110,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

La diminution de 8,2 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017 intègre l'exercice de puts et un effet périmètre compensés partiellement par les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachats de minoritaires.

4.15. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre les risques de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SA.

Instruments financiers de change

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2017, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Achats à terme contre euro :		
Dollar de Hong-Kong	157,6	193,9
Dirham des Emirats Arabes Unis	41,7	47,4
Couronne norvégienne	15,8	8,8
Couronne suédoise	8,2	2,9
Dollar singapourien	7,7	10,0
Autres	13,8	32,3
Ventes à terme contre euro :		
Dollar américain	105,0	111,0
Livre sterling	50,2	11,8
Shekel israélien	43,3	44,7
Rand sud-africain	22,9	24,5
Couronne danoise	17,1	19,1
Peso mexicain	13,3	0,0
Yen japonais	10,7	12,3
Autres	12,7	41,8
Achats à terme contre yuan chinois :		
Dollar de Hong-Kong	32,2	45,5
Achats à terme contre livre sterling :		
Réal brésilien	10,3	0,0
Autres	7,9	1,7

Au 31 décembre 2017, la valeur de marché des instruments financiers de change s'élève à -5,2 millions d'euros contre -1,3 million d'euros au 31 décembre 2016.

4.16. Fournisseurs et autres créiteurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	742,0	698,2
Dettes fiscales et sociales	203,5	199,3
Produits constatés d'avance	82,6	105,8
Dettes sur acquisition d'immobilisations	8,3	8,1
Autres créiteurs	56,0	46,8
Total	1 092,4	1 058,2

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

La variation de l'exercice est principalement liée à des flux avec effets de trésorerie et des effets de périmètre en partie compensés par des effets de change.

4.17. Passifs d'impôt exigible nets (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Passifs d'impôt exigible	39,6	45,2
Créances d'impôt sur les sociétés	-51,4	-20,2
Total	-11,8	25,0

La baisse de 36,8 millions d'euros des impôts exigibles est principalement due à la créance liée au remboursement exceptionnel de la taxe sur dividendes en France.

4.18. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

		31/12/2017						
<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	0,2					0,2	0,2
Investissements financiers	(2)			0,6			0,6	0,6
Autres actifs financiers					93,4		93,4	93,4
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				3,8		3,8	3,8
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				775,7		775,7	775,7
Trésorerie		385,3					385,3	385,3
Equivalents de trésorerie	(4)	343,0					343,0	343,0
Actifs financiers de trésorerie	(1)	277,9					277,9	277,9
Total des actifs financiers		1 006,4	0,0	0,6	872,9	0,0	1 879,9	1 879,9
Dettes financières	(5)					-1 372,6	-1 372,6	-1 387,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-102,0					-102,0	-102,0
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-5,4					-5,4	-5,4
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)					-793,3	-793,3	-793,3
Autres créiteurs (non courant)	(3)					-9,0	-9,0	-9,0
Concours bancaires		-12,8					-12,8	-12,8
Total des passifs financiers		-120,2	0,0	0,0	0,0	-2 174,9	-2 295,1	-2 309,6

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 33,9 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 1,5 % au 31 décembre 2017. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 4,6 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 342,7 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 1 264,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 122,6 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93 a et b)).

31/12/2016								
En millions d'euros		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	0,8	0,1				0,9	0,9
Investissements financiers	(2)			0,7			0,7	0,7
Autres actifs financiers					108,8		108,8	108,8
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				8,4		8,4	8,4
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				786,3		786,3	786,3
Trésorerie		128,0					128,0	128,0
Equivalents de trésorerie	(4)	565,1					565,1	565,1
Actifs financiers de trésorerie	(1)	281,0					281,0	281,0
Total des actifs financiers		974,9	0,1	0,7	903,5	0,0	1 879,2	1 879,2
Dettes financières	(5)					-1 386,0	-1 386,0	-1 411,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-110,2					-110,2	-110,2
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-1,7	-0,5				-2,2	-2,2
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)					-738,8	-738,8	-738,8
Autres créanciers (non courant)	(3)					-12,6	-12,6	-12,6
Concours bancaires		-5,4					-5,4	-5,4
Total des passifs financiers		-117,3	-0,5	0,0	0,0	-2 137,4	-2 255,2	-2 280,2

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 37,6 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 1,5 % au 31 décembre 2016. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 4,6 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 263,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 301,6 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 1 275,0 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 136,0 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93 a et b)).

5. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 3 039,8 millions d'euros en 2017 comparativement à 2 974,5 millions d'euros en 2016, soit une hausse de 2,2 %.

5.2. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Baux et redevances	-1 326,9	-1 301,4
Autres charges d'exploitation nettes	-550,6	-516,1
Impôts et taxes	-6,5	-6,7
Frais de personnel	-631,0	-622,2
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-2 515,0	-2 446,4
Dotations aux provisions nettes des reprises	42,6	64,4
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-277,6	-261,9
Perte de valeur des goodwill	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-45,3	-45,1
Autres produits opérationnels	21,3	8,1
Autres charges opérationnelles	-30,2	-41,3
Total	-2 804,2	-2 722,2

(1) dont -2 002,1 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -512,9 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2017 (contre respectivement -1 961,5 millions d'euros et -484,9 millions d'euros en 2016).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux, en contrepartie d'emplacement permettant l'exploitation publicitaire.

En 2017, les baux et redevances s'élèvent à 1 326,9 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-1 174,7	-885,3	-289,4
Baux Affichage	-152,2	-122,0	-30,2
Total	-1 326,9	-1 007,3	-319,6

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les charges de location simple ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires.

Les charges de location simple, d'un montant de 55,6 millions d'euros en 2017, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 10,3 millions d'euros en 2017, contre 10,5 millions d'euros en 2016.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français ainsi que les charges de retraite.

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Rémunérations et avantages divers	-507,4	-501,1
Charges sociales	-120,8	-117,5
Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-2,8	-3,6
Total	-631,0	-622,2

(1) Dont -2,8 millions d'euros réglés en actions en 2017 contre -3,9 millions d'euros réglés en actions et 0,3 million d'euros réglé en trésorerie dans certaines filiales du Groupe en 2016.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2017 et en 2016.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014	Plan 2012	Plan 2011
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014	21/02/2012	17/02/2011
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017	21/02/2015	17/02/2014
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021	21/02/2019	17/02/2018
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237	215	220
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392	1 144 734	934 802
Prix d'exercice d'origine avant ajustement ⁽²⁾	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €	19,73 €	23,49 €
Prix d'exercice après ajustement ⁽²⁾	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €	19,62 €	23,36 €
Repricing – Ajustement du nombre d'options ⁽²⁾	N/A	N/A	3 145	3 992	2 437	1 015
Nombre d'options en vie à la fin de période	340 880	834 972	485 321	594 664	179 553	61 918

(1) Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-option en 2013.

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

L'ajustement lié à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) n'a eu aucun impact sur la charge IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	Prix de levée		Prix d'exercice		Prix de levée		Prix d'exercice	
	2017	moyen	moyen	2016	moyen	moyen	moyen	
Nombre d'options en vie en début de période	2,308,080	£	30.81	1,746,633	£	28.02		
- Options octroyées durant la période	344,108	£	29.77	866,903	£	34.01	€	
- Options annulées durant la période	25,834	£	32.62	57,039	£	30.98		
- Options exercées durant la période	129,046	£	33.72	248,417	£	36.70	€	
- Options venues à expiration durant la période								
Nombre d'options en vie en fin de période	2,497,308	£	30.98	2,308,080	£	30.81		
Nombre d'options exerçables en fin de période	1,991,731	£	30.80	1,575,464	£	29.60		

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2017	2016	2015	2014	2012	2011
- Prix du support à la date d'octroi	30,02 €	34,90 €	31,75 €	31,57 €	20,21 €	24,00 €
- Volatilité estimée	23,38 %	25,56 %	25,51 %	27,46 %	38,41 %	36,71 %
- Taux d'intérêt sans risques	-0,11 %	-0,24 %	-0,03 %	0,80 %	1,35 %	2,27 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %	3,33 %	3,33 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,21 %	1,77 %	1,77 %	1,42 %	2,16 %	1,20 %
- Juste valeur des options ⁽²⁾	4,32 €	6,09 €	5,51 €	6,42 €	5,72 €	7,45 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2011 à 2017, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont diminué de 21,8 millions d'euros et les dotations aux amortissements nettes des reprises ont augmenté de 15,7 millions d'euros.

Les reprises nettes de provisions correspondent principalement en 2017 aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 22,6 millions d'euros dont 20,7 millions d'euros pour Cemusa et 1,0 million d'euros pour Outfront.

Les reprises nettes de provisions correspondaient principalement en 2016 aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 47,2 millions d'euros dont 38,1 millions d'euros pour Cemusa et 8,1 millions d'euros pour Outfront.

Ce poste comprend en 2017 une dotation nette de -12,3 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -9,4 millions d'euros de dotations nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et -2,9 millions d'euros de dotations nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Ce poste comprenait en 2016 une reprise de dépréciation de 1,7 million d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont 1,2 million d'euros de reprise de provisions pour pertes à terminaison et 0,5 million d'euros de reprise d'amortissement.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	4,6	2,0
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	12,1	4,1
Autres produits de gestion	4,6	2,0
Autres produits opérationnels	21,3	8,1
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-3,4	-5,9
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-0,7	-2,7
Autres charges de gestion	-26,1	-32,7
Autres charges opérationnelles	-30,2	-41,3
Total	-8,9	-33,2

En 2017, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 4,6 millions d'euros sont principalement liés à l'ajustement de prix sur Continental.

En 2016, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 2,0 millions d'euros étaient principalement liés à l'impact de liquidations.

En 2017, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -3,4 millions d'euros sont principalement relatives à l'impact des cessions de filiales en Turquie.

En 2016, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -5,9 millions d'euros étaient principalement relatives à l'impact de l'allocation dans le délai d'affectation du prix d'acquisition des opérations 2015 et à l'impact de moins-value de cession sur la perte de contrôle d'une société en Europe.

En 2017, les autres charges de gestion d'un montant de -26,1 millions d'euros comprennent principalement des frais de restructuration pour -18,6 millions d'euros en lien notamment avec les acquisitions et le contrat Vélib' de Paris, et des coûts d'acquisition pour -1,8 million d'euros.

En 2016, les autres charges de gestion d'un montant de -32,7 millions d'euros comprenaient principalement des frais de restructuration pour -18,7 millions d'euros en lien avec les acquisitions et des coûts d'acquisition pour -4,6 millions d'euros.

5.3. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Produits d'intérêts	6,0	7,1
Charges d'intérêts	-25,3	-22,1
Intérêts financiers nets	-19,3	-15,0
Impact du coût amorti	-2,2	-2,1
Coût de l'endettement net (1)	-21,5	-17,1
Différences nettes de change et coûts des couvertures	-3,3	-4,3
Charges (nettes) d'actualisation	-7,0	5,7
Coût des garanties bancaires	-2,0	-1,8
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,3	-0,2
Reprises de provisions pour risques financiers	1,2	0,2
Dotations nettes aux provisions financières	0,9	0,0
Résultat net de cession d'actifs financiers	-0,9	0,0
Autres	-1,4	-1,3
Autres charges et produits financiers (2)	-13,7	-1,7
Résultat financier (3)=(1)+(2)	-35,2	-18,8
<i>Total produits financières</i>	7,2	13,2
<i>Total charges financières</i>	-42,4	-32,0

En 2017, le résultat financier représente une charge nette de -35,2 millions d'euros, contre -18,8 millions d'euros en 2016, soit une dégradation de 16,4 millions d'euros.

Les évolutions sont principalement liées à la comptabilisation de la charge nette d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires ayant impacté positivement le résultat de l'année dernière (remises à la juste

valeur en 2016 à hauteur de +10,1 millions d'euros), à l'augmentation de 4,3 millions d'euros des intérêts financiers nets suite à la mise en place d'un nouvel emprunt obligataire de 750 millions d'euros en juin 2016, compensées par une diminution de 1,0 million d'euros des différences nettes de change et coûts des couvertures.

5.4. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Impôts courants	-66,3	-85,7
CVAE	-6,2	-6,8
Autres	-60,1	-78,9
Impôts différés	-32,4	12,1
CVAE	0,0	0,5
Autres	-32,4	11,6
Total	-98,7	-73,6

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 49,3 % en 2017 contre 31,5 % en 2016. Hors effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 48,7 % en 2017 contre 32,9 % en 2016.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	-15,0	-4,6
Reports déficitaires	7,7	1,2
Provisions pour démontage	-4,1	-0,6
Provisions pour retraites et avantages assimilés	0,7	0,2
Loyers différés	-17,6	9,4
Autres	-4,1	6,5
Total	-32,4	12,1

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Résultat de l'ensemble consolidé	202,0	255,1
Charge d'impôt	-98,7	-73,6
Résultat avant impôt	300,7	328,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-100,3	-95,2
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	7,7	11,1
Autres produits non imposables	-42,6	-38,2
Autres charges non déductibles	59,3	55,4
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	224,8	261,8
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	23,27%	24,70%
Impôt théorique	-52,3	-64,7
Impôts différés sur déficits non reconnus	-14,3	-20,5
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	4,9	2,9
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	-40,8	13,7
Crédits d'impôts	3,5	4,7
Retenue à la source	-3,6	-6,1
Taxe sur dividendes	15,2	-4,7
Divers	-5,1	7,4
Impôt total calculé	-92,5	-67,3
CVAE nette	-6,2	-6,3
Impôt enregistré	-98,7	-73,6

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

En 2017, les autres impôts différés d'un montant de -40,8 millions d'euros sont principalement liés à l'impact du changement de taux d'impôt différé aux Etats-Unis de 42,0% à 28,5%.

En 2017, la taxe sur dividendes d'un montant de +15,2 millions d'euros est principalement liée au remboursement exceptionnel de la taxe sur dividendes à recevoir en France.

5.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2017 la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 22,0 millions d'euros contre 23,1 millions d'euros en 2016, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 78,3 millions d'euros en 2017 contre 72,1 millions d'euros en 2016. Aucune perte de valeur n'a été constatée en 2017 comme en 2016.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

5.6. Effectifs

Au 31 décembre 2017, les effectifs du Groupe atteignent 11 772 personnes contre 11 741 personnes au 31 décembre 2016. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises, de respectivement 1 266 personnes et 1 286 personnes au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

La répartition des effectifs sur les exercices 2017 et 2016 est la suivante :

	2017	2016
Technique	6 279	6 323
Vente et Marketing	2 727	2 687
Informatique et Administration	2 050	2 039
Relations contractants	554	541
Recherche et développement	162	151
Total	11 772	11 741

La répartition des effectifs des coentreprises sur les exercices 2017 et 2016 est la suivante :

	2017	2016
Technique	596	611
Vente et Marketing	372	370
Informatique et Administration	261	272
Relations contractants	37	33
Recherche et développement	0	0
Total	1 266	1 286

5.7. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (de base et dilué)

	2017	2016
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	212 568 746	212 495 553
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	2 612 865	2 514 156
Nombre pondéré de stock-options qui ne serait pas exercé au prix d'exercice ⁽¹⁾	-2 409 854	-2 317 799
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	212 771 757	212 691 910

(1) Ce nombre moyen correspond au nombre de stock-options qui ne serait pas exercé du fait d'un prix d'exercice attribué supérieur au prix de marché.

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options.

5.8. Honoraires des commissaires aux comptes

En 2017, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	1 919	1 916
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾</i>	599	538
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾</i>	1 320	1 378
Services autres que la certification des comptes (SACC)	148	122
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽²⁾</i>	91	23
<i>Autres sociétés contrôlées</i>	57	99
Total	2 067	2 038

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

En 2016, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	1 997	1 839
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾</i>	641	509
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾</i>	1 356	1 330
Services autres que la certification des comptes (SACC)	224	188
<i>JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽²⁾</i>	150	131
<i>Autres sociétés contrôlées</i>	74	57
Total	2 221	2 027

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

6. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 434,2 millions d'euros en 2017 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 533,3 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 22,7 millions d'euros ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -19,8 millions d'euros et -102,0 millions d'euros.

En 2016, les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles s'élevaient à 457,1 millions d'euros dont 538,3 millions d'euros de flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, 18,0 millions d'euros de variation du besoin en fonds de roulement, -11,7 millions d'euros de paiement des intérêts financiers nets et -87,5 millions d'euros de paiement de l'impôt.

6.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -270,6 millions d'euros en 2017 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -294,2 millions d'euros ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 19,4 millions d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements et de la trésorerie acquise et cédée d'un montant total de -0,7 million d'euros (dont -4,7 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières et 7,7 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée). Ce montant inclut principalement l'acquisition de la société en contrôle conjoint Stoc SA de CV (Mexique), les acquisitions avec prise de contrôle des sociétés LC Outdoor (Ile de la Réunion) et CMI (Mexique) ainsi que des augmentations de capital dans les sociétés mises en équivalence. Le montant lié aux prises de contrôle représente 7,8 millions d'euros dont 8,8 millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- des cessions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de 4,9 millions d'euros.

En 2016, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -304,8 millions d'euros dont -227,6 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements (dont 0,7 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles), -76,4 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation (dont -0,8 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières) nets des encaissements et de la trésorerie acquise (pour 4,6 millions d'euros) et -0,8 million d'euros d'acquisitions d'autres immobilisations financières nettes des cessions.

6.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -133,9 millions d'euros en 2017 comprennent :

- des dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -119,0 millions d'euros et des dividendes versés par des sociétés contrôlées du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -12,7 millions d'euros ;
- des flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour un montant de 9,9 millions d'euros ;
- des acquisitions d'actifs financiers de trésorerie pour -0,9 million d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle pour -12,3 millions d'euros.
- des augmentations de capitaux propres nettes des réductions pour 1,1 million d'euros.

En 2016, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à 321,1 millions d'euros, et concernaient les flux nets sur les emprunts pour 667,2 millions d'euros, les acquisitions d'actifs financiers de trésorerie pour -201,0 millions d'euros, le versement de dividendes pour -133,1 millions d'euros, les décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle pour -12,5 millions d'euros et les augmentations de capitaux propres nette des réductions pour 0,5 million d'euros.

6.4. Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière nette

<i>En millions d'euros</i>		2017	2016
Dette financière nette au 1er janvier	(1) § 4.13	418,6	400,5
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	(2)	-434,2	-457,1
Flux de trésorerie nets issus des investissements hors trésorerie nette acquise et/ou cédée ^(*)	(3)	278,3	308,5
Flux de trésorerie nets issus du financement hors variations des emprunts et des actifs financiers de trésorerie ^(**)	(4)	142,9	145,1
Total des flux de trésorerie nets	(5)=(2)+(3)+(4)	-13,0	-3,5
Effet de change, impact net de l'IAS39, variations de périmètre, augmentation des dettes de location financement et reclassements sur la dette financière nette ^(***)	(6)	-13,5	25,3
Trésorerie nette acquise et / ou cédée	(7)	-7,7	-3,7
Variation de la dette financière nette	(8)=(5)+(6)+(7)	-34,2	18,1
Dette financière nette au 31 décembre	(9)=(1)+(8) § 4.13	384,4	418,6

(*) Dont 274,8 millions d'euros de flux de trésorerie nets issus des investissements corporels et incorporels et 3,5 millions d'euros de flux de trésorerie nets issus des investissements financiers (hors trésorerie nette acquise et /ou cédée et hors décaissements nets sur acquisitions et cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle) en 2017, contre respectivement 227,6 millions d'euros et 80,9 millions d'euros en 2016.

(**) Dont 12,3 millions d'euros de décaissements nets sur acquisitions et cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle en 2017, contre 12,5 millions d'euros en 2016.

(***) Dont principalement -27,4 millions d'euros liés au reclassement de prêt d'une coentreprise en capitaux propres, 9,7 millions d'euros liés aux augmentations des dettes de location financement et 3,7 millions d'euros liés aux variations de change en 2017 contre 11,1 millions d'euros liés aux variations de périmètre, 5,6 millions d'euros liés aux augmentations des dettes de location financement et 5,4 millions d'euros liés aux variations de change en 2016.

6.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 9,7 millions d'euros en 2017 contre 5,6 millions d'euros en 2016.

Les transactions sans effet de trésorerie liées aux échanges d'actifs sur 2017 représentent -33,7 millions d'euros sur les flux de trésorerie nets issus des investissements et 33,7 millions d'euros sur les flux de trésorerie nets issus du financement.

7. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels	2018	2019	2020	2021	> 2021
		(*)					
Emprunts obligataires	1 246,9	1 305,0	517,5	7,5	7,5	7,5	765,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	56,4	61,3	42,7	14,3	1,3	1,2	1,8
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	1,6	1,6	1,6				
Emprunts divers	31,7	33,4	25,3	5,7	0,2	0,2	2,0
Emprunts de location financement	22,3	22,3	7,9	3,4	3,4	3,4	4,2
Intérêts courus (*)	13,7						
Concours bancaires	12,8	12,8	12,8				
Total passifs financiers non dérivés	1 385,4	1 436,4	607,8	30,9	12,4	12,3	773,0
Couvertures de change	-5,2	-5,2	-5,2				
Total instruments financiers (**)	-5,2	-5,2	-5,2	0,0	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

(*) Dans les flux de trésorerie contractuels, les intérêts sont inclus dans chaque type d'emprunt.

(**) Un montant négatif correspond à un flux de trésorerie à payer.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés directement et indirectement par JCDecaux SA à ses filiales. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissement et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2017, et celle de Standard and Poor's du 19 juillet 2017), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2017, la dette financière nette (hors dettes sur engagement de rachat de minoritaires) s'élève à +384,4 millions d'euros contre +418,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

93 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 3,3 ans environ.

Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose de 1 006,2 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie (détaillés au paragraphe 4.9 « Trésorerie gérée ») et de 855,8 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect d'un « covenant », calculé sur la base des comptes consolidés. La nature de ce ratio est détaillée au paragraphe 4.13 « Dette financière ».

Le Groupe dispose de liquidités dans des pays où les fonds ne peuvent pas être rapatriés immédiatement, principalement du fait de restrictions réglementaires. Néanmoins, dans la majorité des pays concernés, le Groupe perçoit régulièrement des dividendes des filiales, de plus, ces liquidités font l'objet d'un emploi local.

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêts. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. La ventilation entre taux fixe et taux variable est détaillée au paragraphe 4.13 « Dette financière » et le détail des couvertures au paragraphe 4.15 « Instruments financiers ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2017 :

En millions d'euros	31/12/2017			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-525,6	0,0	-750,0	-1 275,6
Autres dettes	-86,8	-13,7	-2,1	-102,6
Concours bancaires	-12,8			-12,8
Passifs financiers	(1) -625,2	-13,7	-752,1	-1 391,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	728,3			728,3
Actifs financiers de trésorerie	277,9			277,9
Autres Actifs financiers	93,4			93,4
Actifs financiers	(2) 1 099,6	0,0	0,0	1 099,6
Position nette	(3)=(1)+(2) 474,4	-13,7	-752,1	-291,4

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2017, 94 % du total de la dette financière économique du Groupe, toutes devises confondues, est à taux fixe.

Risque de change

En 2017, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 46 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 75 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2017, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -10 % du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le yuan chinois, le franc suisse, la livre sterling et le dollar américain :

	yuan chinois	franc suisse	livre sterling	dollar américain
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	32,9%	8,1%	8,8%	-24,7%
Impact sur le résultat consolidé	-3,3%	-0,8%	-0,9%	-2,5%
Impact sur les réserves consolidées	-0,8%	-0,2%	-0,9%	-0,6%

Au 31 décembre 2017, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières.

Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place principalement des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas couvrir certaines positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) non disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant.

Au 31 décembre 2017, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie et actifs financiers de trésorerie

Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose de 1 006,2 millions d'euros de trésorerie, équivalents et actifs financiers de trésorerie, dont 728,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (dont 343,0 millions d'euros en équivalents de trésorerie), et 277,9 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie. 8,0 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

7.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation d'instruments financiers de taux et de change

Le Groupe n'utilise des instruments financiers que dans le cadre de la gestion de son risque de change.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Les emprunts obligataires de 500,0 millions d'euros émis en février 2013 et 750,0 millions d'euros émis en juin 2016 comportent une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le

remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 4.8 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 1,9 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe souscrit principalement des titres de placement court terme et effectue des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

8. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

8.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	454,6	436,2
Autres garanties	14,8	9,5
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	9,2	11,4
Engagements sur titres (options de vente accordées)	1,0	0,4
Total	479,6	457,5
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,0	0,0
Engagements sur titres (options d'achat reçues)	6,5	2,3
Lignes de crédit	855,8	852,9
Total	862,3	855,2

(1) Hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. Ainsi, JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. garantissent directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de leurs filiales.

Les « autres garanties » comprennent les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, (ii) les garanties accordées par JCDecaux SA auprès de banques dans le cadre de lignes de crédit, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement de montants de trésorerie donnée en garantie, ainsi que d'hypothèques sur des biens immobiliers en Allemagne.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

Enfin, dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder, ou se voir accorder, des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 825,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 30,8 millions d'euros.

8.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'emplacement permettant l'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis ;
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé ;
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non inflatés et non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	865,8	2 578,7	1 514,9	4 959,4
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	85,8	155,7	80,1	321,6
Location simple	39,9	81,4	57,8	179,1
Total	991,5	2 815,8	1 652,8	5 460,1

(1) Jusqu'en 2042.

Le montant de ces engagements s'élevait à 5 142,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

L'augmentation, en 2017, par rapport aux engagements de 5 142,1 millions d'euros reportés au 31 décembre 2016 est principalement liée aux gains et renouvellements de contrats, partiellement compensés par les loyers et redevances dus au titre de l'année et aux variations de change.

8.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 452,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 271,5 millions d'euros au 31 décembre 2016.

9. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

9.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les quatre catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées ;
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding ;
- les transactions réalisées avec les minoritaires influents ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

9.2. Détail des transactions

En millions d'euros	2017				2016			
	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total
État de situation financière								
Actifs								
Prêts et créances rattachées à des participations (*)	52,7			52,7	70,0	0,1	0,2	70,3
Autres créances	27,9	0,2	2,4	30,5	47,4	0,8	3,5	51,7
Total des Actifs	80,6	0,2	2,4	83,2	117,4	0,9	3,7	122,0
Passifs								
Dettes financières & Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	22,5	103,5		126,0	46,3	111,4		157,7
Autres dettes	5,9	5,8	1,2	12,9	7,7	5,4	0,3	13,4
Total des Passifs	28,4	109,3	1,2	138,9	54,0	116,8	0,3	171,1
Compte de résultat								
Résultat d'exploitation								
Produits	49,2	0,1	4,3	53,6	62,5	0,8	3,2	66,5
Charges	-11,4	-7,6	-13,4	-32,4	-9,2	-6,2	-12,8	-28,2
Résultat d'exploitation	37,8	-7,5	-9,1	21,2	53,3	-5,4	-9,6	38,3
Résultat financier								
Produits ⁽⁴⁾	2,1			2,1	2,0	10,1		12,1
Charges ⁽⁵⁾	-1,1	-2,1		-3,2	-1,2	-0,1		-1,3
Résultat financier	1,0	-2,1	0,0	-1,1	0,8	10,0	0,0	10,8

(*) Y compris les intérêts courus.

(1) Part non éliminée des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées.

(2) Transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding et transactions réalisées avec les minoritaires influents.

(3) Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires s'élève à 102,0 millions d'euros au 31 décembre 2017 et à 110,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(4) Dont +10,1 millions d'euros en 2016 de produits nets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(5) Dont -2,1 millions d'euros en 2017 de charges nettes de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

Au 31 décembre 2017, les engagements hors-bilan auprès des parties liées s'élèvent à 87,8 millions d'euros et représentent principalement les engagements de loyers des immeubles détenus par les parties liées pour 50,6 millions d'euros et les engagements donnés de garantie de marché avec les entreprises associées pour 23,1 millions d'euros.

9.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2017 et 2016 sont les suivants :

En millions d'euros	2017	2016
Avantages à court terme	7,0	8,9
Avantages en nature	0,2	0,2
Jetons de présence	0,0	0,0
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,1	0,2
Paiements en actions	0,1	0,2
Total (*)	7,4	9,5

(*) Les rémunérations perçues des entreprises associées sont exclues.

Par ailleurs, depuis le 31 décembre 2015, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 3,1 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 2,8 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2017 s'élève à 0,3 million d'euros.

10. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

10.1. Eléments du compte de résultat

10.1.1. Sur l'année 2017

10.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2017 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	27,5	138,4	-1,2	164,7
Impact de l'application du pourcentage de détention	-13,4	-76,5	3,5	-86,4
Perte de valeur des coentreprises				0,0
Quote-part dans les résultats des coentreprises	14,1	61,9	2,3	78,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2017 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	116,0
Transport	592,3
Affichage	186,9
Total ⁽¹⁾	895,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-448,7
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,4
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	445,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte du résultat de l'exercice 2017 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-8,8	-14,7	-18,8
Coût de l'endettement net	0,9	2,5	-20,7
Impôt sur les bénéfices	-9,0	-48,3	-3,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2. Sur l'année 2016

10.1.2.1. Résultat net

Le résultat net en 2016 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2016 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	31,6	128,5	-8,8	151,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	-15,3	-70,9	7,0	-79,2
Perte de valeur des coentreprises				0,0
Quote-part dans les résultats des coentreprises	16,3	57,6	-1,8	72,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2016 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	117,9
Transport	567,4
Affichage	179,2
Total ⁽¹⁾	864,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-424,2
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,1
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	439,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments du compte de résultat de l'exercice 2016 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-8,7	-12,8	-18,1
Coût de l'endettement net	0,6	2,4	-20,3
Impôt sur les bénéfices	-7,0	-43,9	-4,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2. **Autres éléments du résultat global**10.2.1. **Sur l'année 2017**

Les autres éléments du résultat global en 2017 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier			
	Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	-9,4	-5,8	-2,1	-17,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	4,7	2,9	0,8	8,4
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,8	0,8
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	-0,5	-4,6	-3,9	-9,0
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	-5,2	-7,5	-4,4	-17,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2.2. **Sur l'année 2016**

Les autres éléments du résultat global en 2016 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2016 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier			
	Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	3,9	1,5	0,1	5,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-1,9	-0,9	-0,1	-2,9
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,4	0,4
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	0,1	-1,9	10,7	8,9
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	2,1	-1,3	11,1	11,9

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3. Eléments de l'état de situation financière**10.3.1. Au 31 décembre 2017****10.3.1.1. Actif net**

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2017 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2017 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	70,2	84,8	206,6	361,6
Actifs courants	78,5	339,3	52,1	469,9
Passifs non courants	-18,9	-6,5	-81,4	-106,8
Passifs courants	-71,0	-190,8	-186,4	-448,2
Actif net ⁽¹⁾	58,8	226,8	-9,1	276,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-29,1	-107,0	9,6	-126,5
Perte de valeur des coentreprises		-0,2	-9,3	-9,5
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	15,0	69,8	54,7	139,5
Plafonnement des situations nettes négatives			8,7	8,7
Titres mis en équivalence	44,7	189,4	54,6	288,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2017 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-14,9	184,8	6,6
Dettes financières non courantes	-5,6	-0,1	-74,7
Dettes financières courantes	-0,2	-1,0	-144,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2. Au 31 décembre 2016**10.3.2.1. Actif net**

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2016 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2016 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	92,2	93,0	232,7	417,9
Actifs courants	133,6	344,3	69,9	547,8
Passifs non courants	-17,1	-6,6	-249,0	-272,7
Passifs courants	-79,1	-215,3	-54,4	-348,8
Actif net ⁽¹⁾	129,6	215,4	-0,8	344,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-64,3	-101,5	3,0	-162,8
Perte de valeur des coentreprises	0,0	-0,4	-10,0	-10,4
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,9	75,2	58,4	146,5
Plafonnement des situations nettes négatives			11,2	11,2
Titres mis en équivalence	78,2	188,7	61,8	328,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2016 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-12,8	207,5	19,7
Dettes financières non courantes	-0,7	-0,1	-238,2
Dettes financières courantes	-0,2	-1,4	-1,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2017 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	17,1	53,1	2,3

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2016 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	16,1	54,4	1,2

11. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

11.1. Eléments du compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
	APG SGA SA	APG SGA SA
Chiffre d'affaires	270,5	289,3
Résultat net ⁽¹⁾	55,9	62,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-39,1	-43,5
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	16,8	18,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de 5,2 millions d'euros en 2017 et de 4,5 millions d'euros en 2016.

11.2. Eléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
	APG SGA SA	APG SGA SA
Actif	222,8	286,6
Passif	-96,1	-158,6
Situation nette	126,7	128,0
Impact de l'application du pourcentage de détention	-88,8	-89,6
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Goodwill	82,9	82,9
Titres mis en équivalence des entreprises associées	120,8	121,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 66,5 millions d'euros et de 60,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 29 décembre 2017 s'élève à 350,1 millions d'euros.

11.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2017 et 2016 :

<i>En millions d'euros</i>	2017			2016		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	19,8	2,6	22,4	19,4	2,1	21,5

12. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2017, JCDecaux SA est détenue à 63,97 % par la société JCDecaux Holding.

12.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux FRANCE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIAKIOSK	(18)	France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE		France	100,00	Glob.	100,00
WALL GmbH	(1)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTV ERKEHRSANLAGEN GbR.		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ARGENTINA S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd	(21)	Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
DIGITAL OUT HOME OO GmbH	(3)	Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC		Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLS	(37)	Belgique	73,36	Glob.	73,36
JCDecaux DO BRASIL S.A.	(1)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SALVADOR S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LATAM SERVICIOS DE MANAGEMENT LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO LTDA	(1)	Brésil	100,00	Glob.	86,67
CEMUSA BRASILIA S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA AMAZONIA LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA RIO S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA SALVADOR S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA,		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
STAND OFF S.A.	(1) & (16)	Chili	86,68	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL&DEAN OUTDOOR ADVERTISING (CHINA) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Equiv.*	50,00
NINGBO JCDecaux PEARL & DEAN ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDecaux PEARL & DEAN ADVERTISING Co.,Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA SAS	(16)	Colombie	65,01	Glob.	75,00
LLEGA S.A.S.	(16)	Colombie	65,01	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE COSTA RICA S.A.	(16) & (38)	Costa Rica	63,06	Glob.	100,00
JCDecaux COTE D'IVOIRE		Côte d'Ivoire	50,00	Equiv.*	50,00
AFA JCDecaux A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC	(17)	Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DXB MEDIA FZ LLC	(3)	Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ECUADOR SA.	(3)	Equateur	100,00	Glob.	100,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SL.	(16)	Espagne	73,36	Glob.	73,36
CEMUSA CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A. EL MOBILIARIO URBANO, S.L.U.	(2)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SREET FURNITURE, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE GREATER BOSTON, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GABON	(27)	Gabon	40,00	Equiv.*	40,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux GUATEMALA, S.A.	(16) & (38)	Guatemala	63,06	Glob.	100,00
VISTA CENTROAMERICANA S.A.	(16) & (38)	Guatemala	63,06	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IMMENSE PRESTIGE		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd	(13)	Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDecaux ICELAND ehf		Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
JCDecaux - CEMUSA OOH ITALY (anciennement CEMUSA ITALIA Srl)	(44)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
MCDECAUX Inc.		Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC		Mongolie	51,00	Glob.	51,00
JCDecaux MACAU	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.	(16)	Mexique	86,68	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.	(16)	Mexique	86,68	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE LA PENINSULA, S.A. DE C.V.	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME MEXICO SA DE CV	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	63,70
ESCA TO URBANO, S.A. DE C.V.	(3) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
STOC SA DE CV	(3) & (40)	Mexique	43,34	Equiv.*	50,00
FMIDecaux Co., Ltd.	(3) & (31)	Myanmar	60,00	Glob.	60,00
JCDecaux OMAN	(1) & (5)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ	(42)	Ouzbékistan	72,26	Glob.	72,26
JCDecaux PANAMA, S.A.	(1) & (16) & (38)	Panama	63,06	Glob.	100,00
JCDecaux CENTRAL AMERICA HOLDINGS S.A.	(16)	Panama	86,68	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA SA (anciennement JCDecaux CENTROAMERICA HOLDING S.A.)	(16) & (38)	Panama	63,06	Glob.	72,75
TOCUMEN TOP PROPERTIES INC.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
ELAN DECAUX W.L.L	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux DOMINICANA, S.A.	(16)	Rép. Dominicaine	86,68	Glob.	100,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,45	Equiv.*	50,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SMALL CELLS Ltd		Royaume-Uni	70,00	Glob.	70,00
IN FOCUS PUBLIC NETWORKS LIMITED		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(16) & (38)	Salvador	63,06	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS DE EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(2)	Salvador	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH		Suisse	100,00	Glob.	100,00
ERA REKLAM AS	(4) & (35)	Turquie	100,00	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS	(4) & (34)	Turquie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(6)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OOH URUGUAY SA (anciennement OUTFRONT MEDIA URUGUAY S.A.)	(16) & (45)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
PUBLIBUS SA	(16) & (46)	Uruguay	93,34	Glob.	100,00
TRANSPORT					
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Equiv.*	50,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
CONTINENTAL SPG OUTDOOR ADVERTISING (Pty Ltd)		Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ALGERIE SARL		Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux AIRPORT ALGER EURL		Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT CENTRE SARL		Algérie	49,00	Equiv.	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS-MARKETING GmbH		Allemagne	87,82	Glob.	87,82
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PUBLICIDADE INNOVATE Ltda	(2)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA DO BRASIL LTDA	(23)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MIDIA AEROPORTOS LTDA (anciennement JCDecaux MIDIA BRASIL Ltda)	(16) & (24)	Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux CHILE SA	(1) & (16)	Chili	86,68	Glob.	100,00
JCDecaux MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADVERTISING. Co. Ltd	(43)	Chine	90,00	Equiv.*	38,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JINAN ZHONGGUAN XUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADVERTISING. Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd	(15)	Chine	60,00	Equiv.*	51,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co.Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
GUANGZHOU METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	49,00	Equiv.*	49,00
GUANGZHOU JCDECAUX AEROTROPOLIS ADVERTISING Co.,Ltd	(3) & (26)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DICON FZCO		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ADVERTISING AND MEDIA LLC		Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux TRANSPORT, S.L.U.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC		Etats-Unis	98,00	Glob.	98,00
JCDecaux AIRPORT SPONSORSHIPS, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT DALLAS FORT WORTH, LLC		Etats-Unis	97,50	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BERON Ltd	(13)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MPI PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DIGITAL VISION (HK) Ltd.		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
IGPDECAUX Spa	(1)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux NIGERIA OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Nigeria	49,00	Glob.	70,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
AEROTOP, S.A.	(16) & (38)	Panama	63,06	Glob.	100,00
CITY BUS STOP, S.A.	(16) & (38)	Panama	50,45	Glob.	80,00
PUBLICIDAD AEROPUERTO DE TOCUMEN S.A.	(3) & (38)	Panama	63,06	Glob.	100,00
JCDecaux AEROPUERTO DE LIMA SAC		Pérou	100,00	Glob.	100,00
EYE CATCHER MEDIA S.A.C.	(1) & (32)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	70,00
JCDecaux AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	(1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd		Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
AFFICHAGE					
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	49,00	Glob.	70,00
JCDecaux SUB-SAHARAN AFRICA (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
MERA FE RAIL		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
MERA FE OUTDOOR		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
CORPCOM OUTDOOR		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SUBURBAN INDUSTRIAL SIGN DESIGN		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
RENT A SIGN LEBOWA		Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux SOUTH AFRICA (PTY) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
OUTDOOR Co (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
BDEYE DESIGNS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
KCF INVESTMENTS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
NEWSHELF1001 (Pty) Ltd (Lease Co)		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SIYENZA GRAPHIC DESIGN (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
INTER-AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (SOUTH AFRICA) (PTY) Ltd (anciennement INTER OUTDOOR AFRICA (PTY) Ltd)		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux SUBSAHARAN AFRICA HOLDINGS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA (ANGOLA) Lda		Angola	70,00	Glob.	100,00
URBANMEDIA ARGENTINA S.A.	(16) & (20)	Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARGENTINA OOH S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH	(36)	Autriche	45,10	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH		Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbH	(36)	Autriche	45,10	Glob.	51,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Equiv.*	50,00
KULTURPLAKAT		Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH	(36)	Autriche	45,10	Glob.	51,00
ANKÜNDER GmbH	(36)	Autriche	22,31	Equiv.	33,30
PROGRESS TIROL-VORARLBERG AUSSENWERBUNG GmbH	(3) & (36)	Autriche	45,10	Glob.	51,00
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
INSERT BELGIUM SA	(14)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOTSWANA (PTY) LIMITED		Botswana	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux MIDIA EXTERIOR LTDA (anciennement OUTFRONT MEDIA EXTERIOR Ltda)	(16) & (45) & (47) & (2)	Brésil	100,00	Glob.	80,00
EPPAR - EMPRESA DE PANEIS A PARTICIPACOES LIMITADA	(2)	Brésil	68,01	Glob.	80,00
JCDecaux GRANDES FORMATOS MIDIA EXTERIOR SA	(16) & (45)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(11)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
AGENCIA PRIMA AD	(2)	Bulgarie	45,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE EOOD	(22)	Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
A TEAM EOOD	(2)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR OOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux IMAGE JSC	(3) & (25)	Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
INTERNATIONAL OUTDOOR ADVERTISING HOLDING COMPANY	(16) & (46)	Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOAHC INVESTMENTS URUGUAY COMPANY	(16) & (46)	Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOAHC INVESTMENTS COMPANY	(16) & (2) & (46)	Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOA PROLIX COMPANY	(16) & (46)	Caimans, îles	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux OOH CHILE S.A.	(16)	Chili	86,68	Glob.	100,00
CEE MEDIA HOLDING LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
FEGPORT INVESTMENTS Ltd		Chypre	25,00	Equiv.*	25,00
ELACORP LIMITED		Chypre	18,75	Equiv.*	25,00
PUBLIVALLAS DE COSTA RICA S.A. (anciennement PUBLIVALLAS S.A.)	(16) & (38)	Costa Rica	63,06	Glob.	100,00
TOP MEDIA COSTA RICA, S.A.	(16) & (38)	Costa Rica	63,06	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo	(36)	Croatie	45,10	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo	(19)	Croatie	45,10	Glob.	100,00
FULL TIME Doo	(19)	Croatie	45,10	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux ESPANA S.L.U.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
CLEAR CHANNEL ESPANA, S.L.U. Y CEMUSA - CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO, S.A.		Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
INTERSTATE JCDecaux LLC		Etats-Unis	49,00	Equiv.*	49,00
TM OUTDOOR, LCC	(16) & (38) & (2)	Etats-Unis	63,06	Glob.	100,00
TOP MEDIA GUATEMALA, S.A.	(16) & (38)	Guatemala	63,06	Glob.	100,00
TOP MEDIA HONDURAS, S.A.	(16) & (38)	Honduras	63,06	Glob.	100,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
LC OUTDOOR	(3) & (33)	Réunion, île	56,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(10)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd	(1)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LESOTHO (PTY) Ltd		Lesotho	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux MADAGASCAR SA		Madagascar	56,00	Glob.	80,00
JCDecaux MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Malawi	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux (MAURITIUS) Ltd	(33)	Maurice	56,00	Glob.	80,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT COMPANY (MAURITIUS) Ltd		Maurice	70,00	Glob.	100,00
VENDOR PUBLICIDAD S DE R.L. DE C.V.	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
FUSIONANTE VENDOR S DE R.L DE C.V.	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
SERVICIOS ADMINISTRATIVOS AMERICA S DE R.L DE C.V.	(16) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
CORPORACION DE MEDIOS INTEGRALES, S.A. DE C.V.	(3) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
PUBLITOP DE OCCIDENTE, S.A. DE C.V.	(3) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
PUBLITOP, S.A. DE C.V.	(3) & (39)	Mexique	55,21	Glob.	100,00
JCDecaux MOZAMBIQUE LTDA	(41)	Mozambique	50,05	Glob.	71,50
JCDecaux NAMIBIA OUTDOOR ADVERTISING (Pty) Limited		Namibie	70,00	Glob.	100,00
TOP MEDIA NICARAGUA, S.A.	(16) & (38)	Nicaragua	63,06	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING UGANDA Ltd (anciennement CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA UGANDA Ltd)		Ouganda	70,00	Glob.	100,00
TOP MEDIA, S.A.	(16) & (30)	Panama	63,06	Glob.	100,00
COSMO PUBLICIDAD COMPANY, S.A.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00
CENTRAL AMERICAN TOWER, S.A.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00
PUBLITOP DE PANAMA, S.A.	(16) & (38)	Panama	63,06	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA SERVICIOS DE PANAMA, S.A. (anciennement DIGITAL TOP, S.A.)	(16) & (38)	Panama	63,06	Glob.	100,00
PUNTES TOP, S.A.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00
TRANSTOP, S.A.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00
TOP MEDIA PANAMA, S.A. (anciennement PANAMERICAN OUTDOOR ADVERTISING INC)	(16) & (38)	Panama	63,06	Glob.	100,00
SHOP TOP, S.A.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00
TOP MEDIA PANAMA, S.A.	(16) & (29)	Panama	63,06	Glob.	100,00
OUTDOOR SYSTEMS AMERICAS NETHERLANDS NEWCO BV	(16)	Pays-Bas	86,69	Glob.	100,00
JCDecaux CARTELEERA B.V.	(16)	Pays-Bas	86,69	Glob.	100,00
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo POLAND		Pologne	67,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	49,15	Glob.	51,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA, S.A.	(16)	Rép. Dominicaine	86,68	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(8)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ADVANCE GROUP LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
APR CITY/TVD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIG - MEDIA LLC	(28)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIGBOARD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
DISPLAY LLC		Russie	18,75	Equiv.*	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inc.	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EXPOMEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
FREGAT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HARDLINK SOLUTIONS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
WALL CIS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUT OF HOME GmbH	(7)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OMS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PETROVIK LLC	(28)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIMESITE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIMESITE Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RCMO JSC		Russie	12,50	Equiv.*	25,00
REKART MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKTIME LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS INDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCARBOROUGH ASSOCIATED SA	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCROPE TRADE & FINANCE SA	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SOLVEX Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TERMOTRANS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING Inc.	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERIDIAN LLC	(3)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
RINGROADMEDIA LLC	(3)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
VA LLC	(3)	Russie	11,25	Equiv.*	25,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
TOP MEDIA EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(16) & (38)	Salvador	63,06	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APGJSGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux SWAZILAND (PTY) Ltd		Sw aziland	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux TANZANIA Ltd		Tanzanie	70,00	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(12)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
AUTO CAPITAL LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIG MEDIA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KIEV LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVIV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VY SHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHIE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND LLC		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
GARMONIYA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
MEDIA PARTNER - O		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONETSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER LLC KIEV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER ODESSA		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
UKRAYINSKA REKLAMA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ZAMBIA Ltd		Zambie	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux ZIMBABWE (PVT) Ltd		Zimbabw e	70,00	Glob.	100,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés liquidées en 2017.
- (3) Sociétés consolidées en 2017.
- (4) Sociétés cédées en 2017.
- (5) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.
- (6) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (7) Société de droit autrichien opérant en Russie.
- (8) Société de droit néerlandais opérant en Russie.
- (9) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.
- (10) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (11) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (12) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (13) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations à Hong Kong.
- (14) La société Insert Belgium SA (Belgique) a été absorbée par JCDecaux Billboard Belgium (Belgique) avec effet rétroactif au 1er janvier 2017.

- (15) Le 1^{er} janvier 2017 diminution de 65 % à 60 % des droits financiers dans la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd. (Chine).
- (16) Le 2 février 2017, dilution des minoritaires de Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SRL (Espagne) par augmentation de capital de JCDecaux Latin America Investments Holding S.L. (Espagne) ce qui a pour effet de porter le pourcentage de détention des entités détenues par Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SRL (Espagne) à 73,36 % contre 70 % auparavant.
- (17) L'activité principale de la société JCDecaux Street Furniture FZ LLC (Emirats Arabes Unis) est désormais le Mobilier Urbain.
- (18) Suite à l'exercice des puts, JCDecaux France Holding (France) a racheté les participations ne donnant pas le contrôle dans Mediakiosk (France) sur le premier semestre 2017. Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont désormais de 100 %.
- (19) Les entités Metropolis Media Doo (Croatie) et Full Time Doo (Croatie) ont été absorbées par Europlakat Doo (Croatie) au 28 juin 2017.
- (20) Le 31 octobre 2017, cession de Urbanmedia Argentina S.A. (Argentine) détenue par Equipamientos Urbanos de Mexico, S.A. DE C.V. (Mexique) à JCDecaux Argentina OOH S.A. (Argentine) portant le pourcentage d'intérêt à 100 %.
- (21) Le 11 décembre 2017, rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Adbooth Pty Ltd (Australie) par JCDecaux Street Furniture Pty Ltd (Australie) portant le pourcentage d'intérêt à 100 %.
- (22) Le 18 octobre 2017, cession de Markany Line EOOD (Bulgarie) détenue par JCDecaux Bulgaria EOOD (Bulgarie) à JCDecaux Image JSC (Bulgarie) entraînant une diminution du pourcentage d'intérêt à 25 %.
- (23) L'activité principale de la société Cemusa Do Brasil LTDA (Brésil) est désormais le Transport.
- (24) L'activité principale de la société JCDecaux Midia Aeroportos Ltda (Brésil) est désormais le Transport.
- (25) JCDecaux Image JSC (Bulgarie) est détenue à 50 % en contrôle conjoint par JCDecaux Bulgaria EOOD (Bulgarie) et à 50 % par un partenaire.
- (26) Guangzhou Airport (Chine) est détenue à 100 % par JCDecaux Advertising (Shanghai) Co. Ltd (Chine).
- (27) Le 23 octobre 2017, entrée d'un partenaire dans le capital de JCDecaux Gabon (Gabon) ramenant le pourcentage d'intérêt à 40 %. La société reste consolidée en mise en équivalence sous contrôle conjoint.
- (28) En Russie : Big-Media LLC et Petrovik LLC ont été absorbées par Bigboard LLC au 30 juin 2017.
- (29) Au Panama, les entités Top Media Panama, S.A., Cosmo Publicidad Company, S.A., Central American Tower, S.A., Puentes Top, S.A., Transtop, S.A., Shop Top, S.A. et Tocumen Top Properties Inc. ont été absorbées par Panamerican Outdoor Advertising Inc (Panama) au 31 août 2017.
- (30) L'entité Top Media, S.A. (Panama) a été absorbée par JCDecaux Top Media Servicios de Panama, S.A. (Panama) au 31 août 2017.
- (31) FMI Decaux Co., Ltd. (Myanmar) est détenue à 60 % par JCDecaux Asia Singapore Pte Ltd (Singapour) et à 40 % par un partenaire.
- (32) Le 30 novembre 2017, rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Eye Catcher Media S.A.C. (Pérou) par JCDecaux Amériques Holding (France) portant le pourcentage d'intérêt à 100 %.
- (33) Le 27 juillet 2017, JCDecaux (Mauritius) Ltd (Maurice) a acquis 100% de la société LC Outdoor (Ile de la Réunion) en contrepartie de l'apport à un partenaire de 20 % des actifs de JCDecaux (Mauritius) Ltd (Maurice). Le nouvel ensemble est détenu à 80 % par JCDecaux Sub-Saharan Africa (Pty) Ltd (Afrique du Sud). Le pourcentage d'intérêt est de 56 %.
- (34) Le 26 octobre 2017, cession de la société Wall Sehir Dizayni LS (Turquie).
- (35) Le 12 janvier 2017, cession de la société Era Reklam As (Turquie).
- (36) Le 20 octobre 2017, augmentation de la participation de Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) dans la société Ankünder GmbH (Autriche) de 8,40 %, portant ainsi le pourcentage d'intérêt financiers de 16,68 % à 22,31 %. En contrepartie Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) apporte à Ankünder GmbH (Autriche) 49 % de ses participations dans Megaboard Soravia GmbH (Autriche) et Progress Tirol-Vorarlberg Aussenwerbung GmbH (Autriche). Cette opération a également pour conséquence d'augmenter le pourcentage d'intérêt des sociétés suivantes : Progress Aussenwerbung GmbH (Autriche), Ispa Werbeges.mBH (Autriche) et Europlakat Doo (Croatie).
- (37) L'activité principale de la société JCDecaux Malls (Belgique) est dans les centres commerciaux, incluse dans le segment Mobilier Urbain.
- (38) En raison d'un ajustement du prix d'acquisition de Top Media SA (Panama) le pourcentage de contrôle dans JCDecaux –Top Media SA (Panama) passe de 71,37 % à 72,75 %, ce qui a pour effet d'augmenter le pourcentage de détention des entités détenues par Top Media SA (Panama).
- (39) Le 4 octobre 2017, échange d'actifs avec America Movil S.A.B. de CV avec pour effet l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés mexicaines Corporacion de Medios Intergrales, S.A. de C.V., Escato Urbano S.A.

de C.V., Publitop, S.A. de C.V., Publitop de Occidente, S.A. de C.V. et la diminution du pourcentage d'intérêt à 55,21 % de JCDecaux Out of Home Mexico SA de CV (Mexique) et des filiales qu'elle détient.

- (40) Le 24 novembre 2017, acquisition de 50 % de Stoc SA de CV (Mexique) par Equipamientos Urbanos de Mexico, S.A. de C.V. (Mexique). La société est consolidée en contrôle conjoint au pourcentage d'intégration de 50 %. Le pourcentage d'intérêt est de 43,34 %.
- (41) Le 4 août 2017, augmentation de capital de 28,5 % dans JCDecaux Mozambique Lda (Mozambique) réservée à un nouvel actionnaire. Le pourcentage de contrôle est de 71,5 % et le pourcentage d'intérêt est de 50,05 %.
- (42) Le 28 février 2017, augmentation des pourcentages de contrôle et d'intérêt de la société JCDecaux UZ (Ouzbékistan) (72,26 % contre 70,25 % auparavant) suite à l'absorption de la société non consolidée JCDTransreklama LLC (Ouzbékistan) et à la nouvelle répartition du capital.
- (43) Beijing Top Result Metro Advertising. Co. Ltd (Chine) est consolidée par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (44) L'entité JCDecaux - Cemusa OOH Italy (Italie) a été absorbée par IGPDecaux Spa (Italie) avec effet rétroactif au 1er janvier 2017.
- (45) Le 23 novembre 2017, cession de JCDecaux OOH Uruguay S.A (Uruguay) par JCDecaux OOH Chile S.A. (Chili) à JCDecaux Amériques Holding (France) entraînant une augmentation du pourcentage d'intérêt à 100 %. Cette opération a pour conséquence de modifier le pourcentage d'intérêt des sociétés qu'elle détient.
- (46) Le 25 juillet 2017, cession de International Outdoor Advertising Holding Company (Iles Caimans) par JCDecaux Amériques Holding (France) et Outdoor Systems Americas Netherlands Newco BV (Pays-Bas) à JCDecaux Latin America Investments Holding S.L. (Espagne) entraînant une augmentation du pourcentage d'intérêt à 100 %. Le pourcentage d'intérêt des sociétés qu'elle détient est donc porté à 100 % pour IOAHC Investments Uruguay Company (Iles Caimans) et IOAHC Investments Company (Iles Caimans), 80 % pour IOA Prolix Company (Iles Caimans) et 93,34 % pour Publibus SA (Uruguay).
- (47) Le 6 novembre 2017, cession de JCDecaux Midia Exterior Ltda (Brésil) par JCDecaux OOH Uruguay S.A. (Uruguay) à JCDecaux Midia Aeroportos Ltda (Brésil) entraînant une augmentation du pourcentage d'intérêt à 100 %.

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe ou indirecte dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

Pour les sociétés contrôlées et les sociétés mises en équivalence qu'elles détiennent, le pourcentage de droit de vote est usuellement déterminé sur la base du pourcentage de contrôle, à l'exception de quelques sociétés en Chine où il est déterminé sur la représentation au sein des organes de gouvernance, les spécificités juridiques et réglementaires locales ne permettant pas de l'apprécier autrement, et de la Thaïlande où le pourcentage de droit de vote est de 95 %.

13. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

En février 2018, JCDecaux SA a procédé au remboursement de son emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013.

Le 7 mars 2018, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2018 une distribution de dividende au titre de 2017, de 0,56 € par action.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux SA

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Evaluation des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles et des titres mis en équivalence

	<p>Au 31 décembre 2017, la valeur des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles et des titres mis en équivalence s'élève à M€ 3.275,5. Les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les goodwill et les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.</p> <p>Votre groupe réalise des tests de perte de valeur au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant aux entités opérationnelles pour les actifs immobilisés corporels et incorporels et les titres mis en équivalence et au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) pour les goodwill. Ainsi les tests sont effectués au croisement des zones géographiques et des secteurs opérationnels pour les goodwill. La méthodologie utilisée par votre groupe est décrite dans les notes 1.10 et 1.11 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>
Risque identifié	<p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes et des estimations et jugements nécessaires à leur évaluation.</p> <p>En effet, ces tests intègrent, pour déterminer la valeur recouvrable, des données prévisionnelles propres à chaque secteur opérationnel. Ces données comportent, la vision de la direction des perspectives de rentabilité futures attendues et des hypothèses relatives à la fois au taux de renouvellement de contrat pour les secteurs opérationnels Mobilier Urbain et Transport et au taux de croissance long terme pour le secteur Affichage.</p>
Notre réponse	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance des processus et analyses conduites par la société JCDecaux SA afin de réaliser ces évaluations; - réconcilier avec les comptes consolidés les valeurs nettes comptables des actifs faisant l'objet du test de perte de valeur; - vérifier par sondage l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité; - apprécier le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues par entretien avec la direction financière et le directoire de votre groupe et comparaison avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur ainsi que, le cas échéant, la performance historique des filiales concernées; - évaluer le caractère raisonnable du taux d'actualisation, du taux de croissance long terme et du taux de renouvellement de contrat; - procéder à des analyses de sensibilité sur les principales hypothèses utilisées. - apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

■ **Evaluation de la provision démontage**

Risque identifié	<p>Au 31 décembre 2017, les provisions constituées pour couvrir les obligations relatives au démontage s'élevaient à M€ 226,5.</p> <p>Les règles et méthodes comptables relatives à ces provisions et leur évaluation sont décrites dans les notes 1.21 et 4.12.1 « Provisions pour démontage » de l'annexe aux comptes consolidés. Ainsi, les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions, constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et actualisées, sont enregistrées en contrepartie du coût de démontage, comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. Elles sont revues à l'occasion de chaque clôture en fonction du parc installé et du coût unitaire de démontage.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des provisions pour démontage est un point clé de l'audit en raison des estimations et jugements nécessaires pour son appréciation.</p>
Notre réponse	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluer la pertinence de la méthodologie retenue par la société JCDecaux SA; - évaluer les procédures de contrôle interne relatives au processus d'évaluation de la provision pour démontage et identifier les principaux contrôles pertinents pour notre audit; - tester par sondage les durées de contrats retenues et la concordance des prévisions de coûts entrant dans la détermination de la provision avec les budgets et devis disponibles ainsi que les statistiques de coûts passés; - apprécier la cohérence des hypothèses relatives aux taux d'inflation et d'actualisation; - apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par votre assemblée générale du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. et du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. était dans la douzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dix-huitième année (dont dix-sept années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé).

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La-Défense, le 8 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Pierre

Gilles Puissochet